

COMPTE RENDU

Réunion du Groupe d'orientation des politiques  
Berlin (Allemagne), 25 et 26 janvier 2007



Mars 2007/Or. fr.

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE  
Le Seine Saint-Germain, 4 Boulevard des Iles  
92130 ISSY-LES-MOULINEAUX (France)  
Adresse postale :  
2, rue André-Pascal  
75775 Paris Cedex 16  
Tél.: +33 (0) 1 45 24 89 87  
Fax: +33 (0) 1 45 24 90 31  
[www.oecd.org/sah](http://www.oecd.org/sah)





## LISTE DES ABRÉVIATIONS

---

ACDI	Agence canadienne de développement international
ACP	Afrique Caraïbes Pacifique
APE	Accords de partenariat économique
APF	Africa Partnership Forum (Forum pour le Partenariat avec l'Afrique)
BAD	Banque africaine de développement
CAD	Comité d'aide au développement/OCDE
CCNM	Centre pour la coopération avec les non-membres/OCDE
CEDEAO	Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE
DCD	Direction de la Coopération au Développement
DNF	Direction nationale des frontières (Mali)
ECOMOG	Economic Community of West African States Cease-fire Monitoring Group
ECOWAP	ECOWAS Agricultural Policy (Politique agricole de la CEDEAO)
ENDA-Diapol	Enda, Prospective et dialogue politique
FAO	Food and Agriculture Organisation (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture)
GOP	Groupe d'orientation des politiques (CSAO)
IEPS	Institut d'études politiques et stratégiques de l'Université des Mutants de Gorée (Sénégal)
INERA	Institut de l'environnement et de recherche agricole (Burkina Faso)
NEPAD	New Partnership for Africa's Development (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique)
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PIT	Programme d'Initiatives Transfrontalières
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
ROPPA	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest
SCSAO	Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE

UA	Union Africaine
UEO	Assemblée interparlementaire européenne de la sécurité et de la défense
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNECA	Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique
UNOWA	United Nations Office for West Africa (Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest)
WABI	West African Borders and Integration (Frontières et intégration en Afrique de l'Ouest)
WALTPS	West Africa Long Term Perspective Study

## Table des matières

<b>LISTE DES ABRÉVIATIONS</b> .....	<b>III</b>
<b>RÉSUMÉ</b> .....	<b>1</b>
<b>REMARQUES INTRODUCTIVES</b> .....	<b>2</b>
<b>I. PRÉSENTATION DU RAPPORT D'AVANCEMENT 2006</b> .....	<b>4</b>
1.1 LA DÉMARCHE.....	4
1.2 COMMUNICATION .....	5
1.3 PARTENARIAT STRATÉGIQUE ENTRE LE CLUB ET LA CEDEAO .....	6
<b>II. LES QUATRE PÔLES DE TRAVAIL</b> .....	<b>7</b>
2.1 PRÉSENTATION DES PRINCIPAUX CHANTIERS ET PERSPECTIVES .....	7
2.2 ECHANGES AVEC LES MEMBRES DU GOP .....	12
<b>III. PRÉSENTATIONS THÉMATIQUES</b> .....	<b>15</b>
3.1 QUEL AVENIR POUR LA JEUNESSE EN AFRIQUE DE L'OUEST ? .....	15
3.2 LES DÉFIS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SAHEL ET EN AFRIQUE DE L'OUEST.....	16
3.3 LES MIGRATIONS EN AFRIQUE DE L'OUEST : PERCEPTIONS ET RÉALITÉS.....	17
3.4 LA SÉCURITÉ HUMAINE EN AFRIQUE DE L'OUEST : ENJEUX DE GOUVERNANCE ET DE DÉVELOPPEMENT .....	18
<b>IV. DISCUSSIONS</b> .....	<b>20</b>
4.1 LA JEUNESSE EN AFRIQUE DE L'OUEST .....	20
4.2 LES MIGRATIONS.....	20
4.3 PRÉVENTION DES CONFLITS.....	21
4.4 LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE .....	22
4.5 LES ACCORDS DE PARTENARIAT ECONOMIQUE (APE) .....	23
4.6 LES RESSOURCES FINANCIÈRES DE L'AFRIQUE .....	23
4.7 LES PROCHAINES ORIENTATIONS DU CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST.....	24
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE</b> .....	<b>25</b>
<b>ANNEXE 1 : INTERVENTION DE M. CHARLES GOERENS, PRÉSIDENT DU CSAO</b> .....	<b>27</b>
<b>ANNEXE 2 : INTERVENTION DU DR. HOFMANN, DIRECTEUR GÉNÉRAL MINISTÈRE ALLEMAND DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT</b> .....	<b>30</b>
<b>ANNEXE 3 : INTERVENTION DU DR. MOHAMED IBN CHAMBAS, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO</b> .....	<b>33</b>
<b>ANNEXE 4 : INTERVENTION DE NORMAND LAUZON, DIRECTEUR DU CSAO</b> .....	<b>38</b>
<b>ANNEXE 5 : LISTE FINALE DES PARTICIPANTS</b> .....	<b>43</b>



# RÉSUMÉ

---

Le Groupe d'orientation des politiques<sup>1</sup> (GOP) du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) s'est réuni les 25 et 26 janvier 2007 à Berlin à la GTZ, sous la présidence de M. Charles Goerens, avec la participation du Dr. Michael Hofmann, Directeur général<sup>2</sup> au Ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, représentant la Ministre, Mme Heidemarie Wieczorek-Zeul ; du Dr. Matei Hoffmann, Ambassadeur d'Allemagne auprès de l'OCDE ; de M. William Awinador Kanyirige, Directeur de Cabinet du Président de la Commission de la CEDEAO, Dr. Mohamed Ibn Chambas ; de M. Musa Mbenga, Secrétaire Exécutif du CILSS et de M. Mamadou Cissokho, Président du ROPPA. Le Secrétaire général adjoint de l'OCDE, M. Kiyo Akasaka de même que le Directeur du Centre de Coopération avec les Non Membres (CCNM/OCDE), M. Eric Burgeat, se sont fait excuser. Un engagement de dernière minute les a contraints à annuler leur participation.

Les représentants de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de la France, du Luxembourg et des Pays-Bas étaient présents ainsi que plusieurs Ambassadeurs d'Afrique de l'Ouest (Burkina, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal et Togo) en poste à Berlin ou leurs représentants. La Suisse<sup>3</sup>, les Etats-Unis et l'Italie<sup>4</sup> ont regretté de ne pouvoir y participer. D'autres partenaires du Club également invités, notamment le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA), l'UEMOA, l'UNECA, la BAD, le PNUD et l'Union Africaine n'ont pu y prendre part et se sont fait excuser.

Cette réunion s'est déroulée sur une journée et demie. La première journée, le 25 janvier, a été consacrée à la présentation du Rapport d'avancement 2006 ainsi qu'à l'introduction par chacun des Chefs d'Unité des thèmes suivants :

- *L'avenir de la jeunesse ;*
- *Les défis de la sécurité alimentaire ;*
- *Les perceptions et réalités des migrations ;*
- *Les enjeux de gouvernance et de développement de la sécurité humaine.*

A l'issue de ces présentations, une discussion franche et ouverte s'est engagée entre tous les membres du GOP, les partenaires et l'équipe du Secrétariat. Tous ces thèmes de discussion sont repris dans le présent compte rendu.

Les membres du GOP ont félicité l'équipe du Secrétariat pour l'évolution remarquable du Club ces trois dernières années, la complémentarité des travaux entre les différents pôles de travail et la qualité des documents.

La matinée du 26 janvier a été consacrée aux questions financières et administratives, réunion à laquelle les pays contributeurs ont participé. La Responsable des questions financières, Mme Lindy Müller a fait rapport des comptes 2006. Le Directeur a commenté ce rapport avant d'ouvrir le débat. Les membres du GOP ont reçu positivement le rapport financier qui montre bien une adéquation entre les dépenses et les recettes du Secrétariat en 2006. Pour l'année 2007, ils ont pris note du budget proposé et de la nécessité de mobiliser des ressources additionnelles pour permettre la réalisation des chantiers prévus en 2007.

---

<sup>1</sup> Site internet : [www.oecd.org/sah/gop](http://www.oecd.org/sah/gop)

<sup>2</sup> Directeur Général en charge des politiques globales et sectorielles; de la politique au développement aux niveaux multilatéral et européen pour l'Afrique et le Moyen Orient.

<sup>3</sup> La Direction Afrique occidentale de Direction du Développement et de la Coopération Suisse a fait parvenir au Secrétariat avant la réunion du GOP des réflexions sur le Club que nous avons intégrées dans les remarques exprimées par les membres du GOP au cours de la réunion de Berlin.

<sup>4</sup> L'Italie a également envoyé un message d'encouragement et d'appui.

## REMARQUES INTRODUCTIVES

---

Le Groupe d'orientation des politiques (GOP) du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) s'est réuni les 25 et 26 janvier 2007, dans les bureaux de la GTZ à Berlin, sous la présidence de M. Charles Goerens, avec la participation du Dr. Michael Hofmann, Directeur général au Ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, Représentant la Ministre, Mme Heidemarie Wieczorek-Zeul ; de M. Matei Hoffman, Ambassadeur d'Allemagne auprès de l'OCDE ; de M. William Awinador Kanyirige, Directeur de Cabinet du Président de la Commission de la CEDEAO, Dr. Mohamed Ibn Chambas ; de M. Musa MBenga, Secrétaire Exécutif du CILSS et de M. Mamadou Cissokho, Président du ROPPA.

---

### **M. Charles Goerens, Président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest**

Après avoir remercié le pays hôte et son agence de coopération, la GTZ, pour avoir invité le Club à tenir sa réunion annuelle à Berlin, M. Charles Goerens a fait part de sa perception du Club et de sa vision pour l'avenir au terme de sa première année de présidence. Il a estimé que le Club était resté fidèle à ses missions dans son approche régionale, sa réflexion sur les perspectives à moyen et long terme de la région ainsi qu'au niveau du développement et du renforcement des partenariats en Afrique de l'Ouest. Il a, par ailleurs, remarqué que le Club avait su se renouveler et était plus en phase avec les recommandations de ses partenaires au Nord comme au Sud. Il a insisté sur les efforts considérables qui avaient été réalisées au niveau du « faire-savoir » même s'il restait encore du chemin à parcourir. A cette occasion, il a tenu à saluer le Canada pour sa contribution spécifique qui doit aider le Club à renforcer ses efforts dans ce domaine.

Ce qui caractérise aujourd'hui le Club, selon lui, c'est sa formidable capacité à mettre en dialogue et à rassembler des acteurs d'horizons très divers (société civile, décideurs politiques, médias, entrepreneurs, femmes, jeunes, etc.) dans le cadre des Ateliers et Forums qu'il organise en Afrique de l'Ouest.

Par ailleurs, il a rappelé qu'en 2006, des efforts considérables ont été faits pour intensifier les rencontres et échanges avec les hauts responsables Africains, afin de mieux porter à leur connaissance les chantiers du Club et les transformer en actions sur le terrain.

Pour conclure, il a mis l'accent sur la nécessité pour le Club de disposer de ressources financières stables pour lui permettre de se projeter dans l'avenir, soulignant qu'en 2007, le Club devra établir de nouvelles orientations pour les années à venir. Aussi a-t-il encouragé les partenaires du Club à lui renouveler leur confiance. On trouvera en annexe le texte de son intervention.

---

### **Dr. Michael Hofmann, Directeur général au Ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, représentant la Ministre, Mme Heidemarie Wieczorek-Zeul**

Le Représentant allemand, Dr. Michael Hofmann s'est réjoui d'accueillir pour la deuxième fois en quatre ans le Club à Berlin. Alors que l'Allemagne assure la double présidence du G8 et de l'Union européenne, le gouvernement fédéral a pris la mesure des défis du continent africain et notamment de l'Afrique de l'Ouest, a-t-il souligné.

Il a rappelé que son pays portera une attention particulière aux questions de transparence, de bonne gouvernance, de trafic des minéraux et de celle du pétrole comme facteurs déstabilisants. Il a insisté sur la nécessité de trouver des voies nouvelles de coopération notamment avec les Etats dits fragiles en Afrique de l'Ouest. Il a souligné l'importance des analyses du Club en matière de gouvernance et



la pertinence des Forums, comme celui des Partis politiques, des Médias et de la Société civile de Cotonou, qui a permis d'engager un dialogue. Il espère que ces expériences pourront être poursuivies.

Il a également insisté sur le travail dans le domaine transfrontalier et a encouragé la CEDEAO à poursuivre dans cette voie. Il est revenu sur la question cruciale de l'Accord de Partenariat Economique qui doit être signé d'ici la fin de l'année, rappelant que la CEDEAO a demandé un report de trois ans de cette signature. Il a tenu à rassurer les partenaires africains en rappelant qu'ils disposeront d'une phase de transition durant laquelle il sera possible d'adapter des clauses. Il a encouragé le Club à suivre la négociation.

Les investissements étrangers et notamment africains en Afrique seront l'un des thèmes du prochain G8, a-t-il indiqué.

Dr. Hofmann a conclu son intervention en reconnaissant la qualité du travail du Club soulignant que l'Allemagne suivait attentivement les travaux du Club. Il a également rendu un vibrant hommage à Mme Sunhilt Schumacher, Directrice adjointe du Club jusqu'en juillet 2006. Il a terminé son propos sur une note positive en relevant qu'en dépit des crises, l'Afrique de l'Ouest avait fait des avancées extraordinaires. Elle avait réussi à maintenir une certaine croissance économique malgré une croissance démographique importante. Tout cela doit conforter notre optimisme, a-t-il conclu.

---

**M. William Awinador Kanyirige, Directeur de Cabinet du Secrétaire exécutif de la CEDEAO, représentant le Président de la Commission de la CEDEAO, Dr. Mohamed Ibn Chambas**

La CEDEAO, partenaire stratégique du SCSAO, était représentée par le Directeur de Cabinet du Président de la Commission de la CEDEAO, M. William Awinador Kanyirige, qui faisait lecture du discours de son Président, Dr. Mohamed Ibn Chambas. C'est la troisième année consécutive que la CEDEAO est invitée à ouvrir la réunion du GOP.

Dans son discours liminaire, le Président de la Commission s'est réjoui du partenariat engagé en 2004 avec le SCSAO qui s'est matérialisé en 2006 par la signature d'un Accord de Partenariat. Il a souligné les différents chantiers en commun avec le CSAO, à savoir la réalisation d'un Rapport annuel sur l'Afrique de l'Ouest ; l'ouverture d'un site internet sur la région ; l'organisation au sein de l'OCDE d'une réunion sur le NEPAD et la CEDEAO ; le développement du secteur privé ; la coopération transfrontalière et la mise en œuvre du Programme d'Initiatives Transfrontalière avec la tenue de la Première Conférence Afrique-Europe sur la Coopération transfrontalière; l'Atlas de l'intégration régionale; la politique agricole commune ; la réflexion sur la prévention des crises alimentaires ; l'organisation de la deuxième édition du Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile. Autant de chantiers et d'événements en cours et à venir qui doivent contribuer à aider la région à relever un certain nombre de défis en matière d'intégration régionale, de développement, de démocratie, de sécurité alimentaire, de stabilité politique et économique. Le Président a tenu à rappeler que bien que l'Afrique de l'Ouest reste l'une des régions les plus pauvres du monde, elle a enregistré des progrès considérables au cours des trente dernières années, qui permettaient de garder espoir pour l'avenir. Il a mis l'accent sur la nécessité de renforcer la stabilité des pays, qui, selon lui, est à la base du développement de la région.

C'est dans ce sens que la CEDEAO a entrepris une vaste restructuration visant à repositionner l'institution afin qu'elle puisse travailler sur les racines de l'instabilité qui touche un certain nombre de pays de la région. Cette réforme institutionnelle, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2007, a transformé la CEDEAO en Commission dont Dr. Chambas assure la présidence. Il a indiqué que de plus amples détails sur cette nouvelle organisation seraient communiqués à l'occasion de la prochaine réunion des bailleurs de fonds prévue à la fin février à laquelle il a invité tous les partenaires au développement présents à prendre part. Il a clos son intervention en rendant un hommage au Directeur du Club, M. Normand Lauzon qui a fortement contribué au rapprochement entre la CEDEAO et le CSAO.

# I. PRÉSENTATION DU RAPPORT D'AVANCEMENT 2006

---

## 1.1 La démarche

Lors de sa présentation du Rapport d'avancement 2006, le Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO), M. Normand Lauzon a indiqué que ce document s'inscrivait dans la ligne des Orientations du Plan de travail 2005-2007, approuvées par les membres du GOP en novembre 2004 et que les chantiers mis en oeuvre en 2006 étaient conformes à ce qui avait été prévu.

La rédaction de ce Rapport d'avancement qui couvre toute l'année 2006, suit la méthodologie retenue depuis 2004 qui privilégie les impacts des travaux et les résultats sur le terrain à la déclinaison linéaire de produits et d'activités. Il s'agit d'une démarche partagée par l'ensemble des pôles de travail qui s'en sont inspirés pour faire le bilan de leurs activités en 2006 :

- Résultats attendus ;
- Approche méthodologique ;
- Contribution à la connaissance des dynamiques de transformation de la région ;
- Résultats atteints dans le cadre de réseaux et de partenariats en Afrique de l'Ouest ;
- Résultats atteints dans le cadre de réseaux et de partenariats au Nord ;
- Contribution aux débats sur des questions stratégiques dans chaque pôle de travail ;
- Impact sur le cadre des politiques et l'action sur le terrain.

Dans la mise en oeuvre de son Plan de travail 2005-2007, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) a été guidé par les recommandations des membres du GOP qui visaient principalement à :

1. Cibler les actions du Club dans le cadre de ses quatre pôles de travail
2. Affiner l'approche méthodologique orientée vers les résultats
3. Assurer le suivi des revues/évaluations
4. Intensifier les efforts de mobilisation des ressources
5. Renforcer les partenariats
6. Améliorer la visibilité et le « faire-savoir »

Dans sa présentation, M. Normand Lauzon a mis en évidence un certain nombre de points :

- L'ancrage des travaux du Secrétariat sur le terrain en s'assurant qu'ils répondent aux demandes et aux besoins exprimés par la région ;
- L'anticipation des grands thèmes de réflexion qui alimenteront les débats internationaux dans les cinq prochaines années ;
- L'intensification des réflexions et des actions en direction des femmes et des jeunes ;
- L'inscription dans la durée des travaux du Secrétariat ;
- Le renforcement des partenariats du Club avec la CEDEAO, le ROPPA, le CILSS, l'UEMOA, la BAD, l'UNOWA, l'UNECA, le PNUD, etc.

Le Directeur a rappelé que la démarche du Club était guidée par le souci de toujours mieux faire en vue d'apporter quelque chose d'utile aux pays et organisations avec lesquels il travaille. Pour ce faire, le CSAO est à l'écoute de ses partenaires et reste ouvert à leurs suggestions. Il a également salué toute l'équipe du Club pour la qualité et l'intensité de son travail.

M. Normand Lauzon a soulevé plusieurs points sur lesquels il a proposé de revenir au cours des discussions avec les membres du GOP :

- Les **évaluations** menées par l'Allemagne en 2005 et par le Canada qui ont été reprises sous forme matricielle à la fin du rapport. Il a indiqué que les suggestions et recommandations seraient suivies d'effets.
- Les **partenariats** : le Club a développé de nombreux partenariats en 2006. Il ne s'agit pas pour le Club de s'éparpiller mais de développer des partenariats structurants qui s'inscrivent dans des chantiers communs concrets avec ces organisations.
- La **communication** : en 2006, le « faire-savoir » a été l'une des priorités du Club et elle le restera en 2007.
- La **programmation quinquennale** : comme cela a été suggéré par certains membres du GOP, le Club propose d'adopter une programmation quinquennale pour la période 2008-2012 mais avec un plan de travail coulissant permettant des ajustements annuels selon les besoins.
- **Changement de la date de la réunion du GOP** : les réunions du GOP pourraient désormais avoir lieu en janvier afin de présenter aux membres un rapport complet des activités du Secrétariat couvrant l'année précédente.
- **Choix du lieu pour la tenue de la prochaine réunion annuelle du GOP** : le Directeur a proposé de tenir cette réunion dans une autre capitale en Europe ou en Amérique, sachant que depuis deux ans, le Club organise une réunion thématique du GOP à mi-parcours dans une capitale ouest-africaine.

Il a réaffirmé la nécessité pour le Club de travailler sur le régional sans négliger le local et le national, qui sont complémentaires ; de s'intéresser au moyen et long terme, tout en tenant compte des situations présentes (ex : la crise alimentaire). Il a réaffirmé la nécessité pour le Club de conserver son côté informel, tout en indiquant que pour amplifier la voix des organisations avec lesquelles le Club travaille, il devait avoir accès aux autorités et aux décideurs aux niveaux des Etats. L'un des objectifs du Club est de faire surgir des questions stratégiques qui peuvent être mises en débat ; soulever des questions difficiles et appuyer la réflexion et le dialogue avec les Africains.

## **1.2 Communication**

- Dans le domaine de la communication, le Directeur s'est engagé à mieux faire connaître les travaux du Club en lui donnant plus de visibilité dans les pays du Nord comme du Sud. Il a souligné qu'en 2006, un accent particulier avait été mis sur la qualité des documents, leur diffusion en version papier et électronique de même que sur la mise à jour du site Internet et son entretien. A ce niveau, il a demandé une nouvelle fois aux partenaires du GOP de faire le relais auprès de leurs représentants sur le terrain.
- En 2006, le Club a eu des rencontres régulières avec les représentants diplomatiques ouest-africains basés à Paris pour les tenir informés des activités du Club et des missions dans leur pays.
- Le Directeur s'est également rendu dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest pour rencontrer les autorités des pays et les représentants de la communauté des bailleurs sur le terrain, de même que pour s'imprégner des réalités locales.
- La Direction a également accordé une priorité accrue au renforcement de ses liens avec les pays partenaires au développement. Elle a répondu à plusieurs invitations, ce qui a été l'occasion de présenter les chantiers du Club aux équipes en charge de l'Afrique de l'Ouest des organismes de coopération de plusieurs pays membres de l'OCDE.
- La Direction a cherché à développer des liens de partenariat avec les organisations des Nations Unies. Dans ce cadre, elle a obtenu un appui du PNUD pour les missions du Club sur le terrain et la distribution de sa documentation en Afrique.

### **1.3 Partenariat stratégique entre le Club et la CEDEAO**

Le partenariat stratégique entre le Club et la CEDEAO, engagé depuis 2004, s'est renforcé et concrétisé en 2006. Ensemble, ils ont organisé un certain nombre de rencontres et se sont nourris mutuellement de leur réflexion. Cela s'est traduit par les chantiers communs suivants :

- Promotion du **Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance** en vue de sa ratification, sa dissémination et sa mise en œuvre.
- Mise en oeuvre du **Programme d'initiatives transfrontalières (PIT) de la CEDEAO** adopté par les Chefs d'Etat lors du Sommet de Niamey en janvier 2006.
- Publication de plusieurs fascicules de **l'Atlas de l'Intégration Régionale en Afrique de l'Ouest**.
- Organisation de plusieurs **Ateliers sur la Sécurité humaine, la Prévention des conflits et la Gestion post-conflit** et du **Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène** de Ouagadougou.
- Contribution à **la mise en œuvre de l'ECOWAP** à travers l'organisation d'une réflexion régionale sur les défis et opportunités du secteur élevage dans la perspective du renforcement du marché régional, de la sécurité alimentaire et de la réduction de la pauvreté.

Tous ces chantiers donnent une dimension concrète au partenariat stratégique engagé entre les deux organisations. Ils seront poursuivis en 2007.

De plus, la CEDEAO et le SCSAO comptent produire à la fin de l'année 2007 (ou au premier trimestre 2008) un Rapport annuel sur l'état des lieux de l'Afrique de l'Ouest ainsi que sur les visions exprimées par les Africains de la région et leurs partenaires au développement.

## II. LES QUATRE PÔLES DE TRAVAIL

---

### 2.1 *Présentation des principaux chantiers et Perspectives*

Afin de permettre aux quatre Chefs d'Unité de faire une présentation thématique sur l'un des aspects les plus marquants de leurs chantiers en 2006, le Directeur s'est chargé de la présentation des pôles de travail :

- ✓ Perspectives de développement à moyen et long terme
- ✓ Transformation du monde rural et Développement durable
- ✓ Développement local et Processus d'intégration régionale
- ✓ Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et sécurité

Une présentation plus détaillée des initiatives et chantiers des Unités est disponible dans le Rapport d'avancement 2006.

### **Perspectives de développement à moyen et long terme**

---

En 2006, en l'absence d'un chef d'Unité, le Directeur et la Directrice adjointe, Mme Sunhilt Schumacher en ont assuré sa gestion. Le nouveau Chef d'Unité, M. Raymond Weber<sup>5</sup>, n'a pris ses fonctions que début janvier 2007.

- Le Directeur a rappelé que le Secrétariat avait choisi de réinscrire les perspectives à moyen et long terme dans son programme, en raison d'une demande exprimée par les partenaires du Sud et du Nord. Cette démarche s'inscrit dans le prolongement de WALTPS<sup>6</sup> bien que l'approche soit légèrement différente. D'ailleurs, en 2006, certains partenaires ont exprimé le souhait de voir cette étude réactualisée. Cette question sera étudiée en 2007.
- De plus, dans le cadre des travaux sur la coopération Sud-Sud, l'Unité a poursuivi les travaux entamés en 2004 sur la compétitivité économique dans les secteurs cibles, notamment à travers l'organisation d'une table ronde en Guinée sur les opportunités économiques de la crevetticulture en Afrique de l'Ouest et la coopération Sud-Sud. Cela a débouché sur un chantier commun avec la Direction des Echanges et de l'Agriculture, Division de la Pêche de l'OCDE sur la cohérence des politiques de développement dans le secteur des pêches en Afrique de l'Ouest.
- Avec la CEDEAO, la réflexion s'est poursuivie autour de trois grands thèmes de réflexion :
  - Les enjeux de la sécurité alimentaire de la région à moyen et long terme ;
  - Les migrations et l'emploi pour les jeunes ;
  - Le rôle des différents acteurs au développement, notamment les femmes et les jeunes.
- Par ailleurs, le Club a réalisé un document pour la CEDEAO qui servira de base de réflexion lors de la retraite des nouveaux Commissaires prévue fin février 2007 à Ouagadougou.

---

<sup>5</sup> Ancien Directeur général de Lux-Development, Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement.

<sup>6</sup> West Africa Long Term Perspective Study.

## **Perspectives 2007 :**

- ✓ Réalisation d'un Rapport annuel sur la région sur le thème : « Les Ressources pour le Développement » ainsi que la configuration du site internet sur l'Afrique de l'Ouest avec la CEDEAO.
- ✓ Relance de travaux de réflexion prospective à partir des acquis de l'étude WALTPS.
- ✓ L'Unité devrait aborder davantage la thématique de l'Aide autour de la question : Où va l'aide publique au développement ? Cela devrait s'inscrire dans une réflexion plus large sur les ressources financières disponibles en Afrique de l'Ouest ; le secteur privé ; la place de l'Afrique de l'Ouest dans le commerce international et les Accords de partenariat économique.

Page internet : [www.oecd.org/sah/devperspectives](http://www.oecd.org/sah/devperspectives)

## **Transformation du Monde rural et Développement durable**

---

L'Unité s'est vue renforcée en 2006 avec l'arrivée en mai de son nouveau chef, M. Sibiri Jean Zoundi, agronome ayant travaillé à l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles du Burkina Faso. Par ailleurs, afin de mieux refléter la complexité et la complémentarité des analyses, l'Unité Transformation de l'Agriculture a été renommée Unité Transformation du Monde rural et Développement durable. Il s'agit de mettre davantage l'accent sur l'avenir du milieu rural, et les liens entre l'urbain et le rural.

Les activités menées par l'Unité en 2006 se sont focalisées autour de trois grands axes :

- 1- La sécurité alimentaire ;
  - 2- La transformation du monde rural ;
  - 3- Les politiques agricoles et commerciales en relation avec le renforcement du marché régional.
- Dans le domaine de la sécurité alimentaire, le Club participe avec le CILSS à l'animation du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires (RPCA). Dans ce cadre, l'Unité a développé un certain nombre d'outils d'information comme la Note d'information sur la sécurité alimentaire (NISA), diffusée régulièrement, de même que la création et la co-animation avec le CILSS du site web « Sécurité Alimentaire ». Toutes les initiatives du Club dans ce domaine visent à encourager la réflexion sur les enjeux de la sécurité alimentaire à moyen et long terme afin d'éviter de nouvelles crises en favorisant la prise de décision pour l'action.
  - L'Unité s'est attachée à intégrer davantage les dimensions économiques, spatiales, sociales et politiques du processus de transformation de l'agriculture. Elle a poursuivi ses travaux sur le coton en l'abordant sous l'angle de son impact dans la lutte contre la pauvreté.
  - Face aux défis en matière de sécurité alimentaire, de croissance démographique et de développement économique, le Club a engagé une réflexion sur la transformation du monde rural à l'horizon 2025. Cette réflexion couvre plusieurs thèmes et accorde une priorité à la question centrale du devenir des jeunes ruraux et de la transformation des sociétés rurales.
  - Le SCSAO souhaite poursuivre sa coopération avec la CEDEAO et les autres partenaires régionaux, notamment dans les domaines de la mise en œuvre de la Politique agricole régionale (ECOWAP) adoptée par les chefs d'Etat en janvier 2005, les négociations sur

les Accords de partenariat économique (APE) entre l'Union Européenne et les pays ACP ainsi que les défis à moyen et long terme de la transformation de l'agriculture notamment la prévention et la gestion des crises alimentaires et autres calamités naturelles en Afrique de l'Ouest afin d'assurer la sécurité alimentaire pour tous.

### **Perspectives de travail en 2007 :**

- ✓ Évaluation & revue de la Charte de l'Aide Alimentaire
- ✓ Co-Animation avec le CILSS du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RPCA) avec l'organisation de la :
  - Réunion restreinte du RPCA en avril 2007 à Paris ;
  - 23<sup>ème</sup> réunion annuelle du RPCA en novembre 2007 à Bruxelles
- ✓ Réalisation de Profil Pays "Sécurité Alimentaire" dans deux pays du Sahel
- ✓ Co-Animation avec le CILSS du site web du RPCA
- ✓ Réflexion sur la Transformation du monde rural à l'horizon 2025
- ✓ Analyse de la cohérence des politiques en matière de pêche en rapport avec la problématique de la gestion durable des ressources halieutiques en Afrique de l'Ouest

Pages Internet : [www.oecd.org/sah/ruraltransformation](http://www.oecd.org/sah/ruraltransformation)

[www.oecd.org/sah/devperspectives/shrimpfarming](http://www.oecd.org/sah/devperspectives/shrimpfarming)

Site Web : [www.food-security.net](http://www.food-security.net)

### **Développement local et Processus d'intégration régionale**

---

- Dans le domaine de la coopération transfrontalière, l'Unité dirigée par M. Laurent Bossard a participé activement aux côtés de la CEDEAO à la mise en œuvre du Programme d'initiatives transfrontalières (PIT), adopté par les Chefs d'État en janvier 2006 lors du Sommet de Niamey. Dans le cadre de ce programme, quatre opérations pilotes ont été lancées sur le terrain sous les auspices de la CEDEAO avec l'appui financier de plusieurs bailleurs de fonds. Par ailleurs, la CEDEAO a réuni les experts des États membres autour d'un projet de convention juridique régionale de coopération transfrontalière ; ce projet sera prochainement soumis aux Chefs d'État. Le développement de l'expérience ouest-africaine a suscité l'intérêt de la Commission de l'Union Africaine qui a demandé au Club et aux partenaires africains du réseau WABI, de participer au groupe d'experts chargé du « Programme Frontières » de l'Union Africaine. Enfin, les régions frontalières européennes ont réaffirmé leur soutien au développement de la coopération transfrontalière en Afrique de l'Ouest. L'Association des régions frontalières européennes (ARFE) a appelé ses membres à s'impliquer. La région autonome d'Estrémadure (Espagne) a consenti un financement au CSAO pour développer le dialogue Afro-européen.
- Dans le domaine des migrations, le Club et la CEDEAO ont conjointement produit une synthèse des connaissances (Chapitre de l'Atlas de l'intégration régionale) qui a nourri différents documents et réunions de la CEDEAO. Le Club a également produit une analyse du contexte socio-économique et régional des migrations largement diffusé dans la région et auprès des agences de coopération. Sur ces bases, la CEDEAO a demandé au CSAO de l'appuyer pour la création et l'animation d'un groupe d'experts africains chargé d'aider les pays membres à se doter d'une position commune. Ce groupe devrait présenter chaque année un mémorandum sur les migrations ouest-africaines devant

le Conseil de Médiation et de Sécurité de la CEDEAO. Pour nourrir les travaux de ce groupe, l'IRD<sup>7</sup> Dakar, l'UCAD<sup>8</sup>, le CSAO et le NIDI<sup>9</sup>, ont sollicité et obtenu un financement auprès de la Commission de l'UE, destiné notamment à mettre en place une base de données en ligne sur les migrations ouest-africaines et à former les administrations nationales et régionales à l'entretien et au développement de cette base de données.

- Conjointement réalisé avec la CEDEAO, l'Atlas de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest réunit et diffuse les connaissances disponibles sur les enjeux régionaux. En 2006, les chapitres sur les migrations, le coton, la zone sahélienne fragile, l'Afrique et la Chine, les langues, les bassins fluviaux transfrontaliers, le pétrole et le gaz ont été produits. Les travaux sur la démographie, la santé et la pêche ont été achevés mais non encore publiés. Un site internet conjoint CEDEAO/CSAO présente les principaux éléments de l'Atlas (<http://www.atlas-ouestafrique.org/>).

### **Perspectives en 2007 :**

- ✓ Les quatre opérations pilotes de coopération transfrontalière, mises en œuvre par des membres du réseau WABI (<http://www.afriquefrontieres.org/>) avec l'appui de plusieurs partenaires au développement feront l'objet d'un suivi régulier du CSAO et de la CEDEAO (réunion d'étapes, analyses et diffusion des résultats et des expériences/méthodes).
- ✓ Un effort particulier sera consenti pour inscrire la coopération transfrontalière dans l'agenda politique du développement et de l'intégration régionale. Une démarche visant à créer un fonds régional ouest-africain sera explorée sous l'égide de la CEDEAO en relation avec plusieurs agences de coopération intéressées. Cette démarche sera relayée et appuyée au niveau continental par la Commission de l'Union Africaine qui organisera une conférence ministérielle sur ce sujet en mai. En marge de cette conférence ministérielle, la CEDEAO, l'ARFE<sup>10</sup> et le CSAO organiseront les premiers contacts officiels entre les régions frontalières européennes et l'Afrique afin de donner l'impulsion politique nécessaire à l'organisation de la première conférence Afrique de l'Ouest – Europe sur la coopération transfrontalière qui pourrait être organisée à Accra dans le courant de l'année.
- ✓ Le CSAO poursuivra ses efforts aux côtés de la CEDEAO pour la création et l'animation du groupe d'experts chargé d'appuyer les États membres dans la définition de positions communes sur les migrations. Les travaux conjoints avec l'IRD Dakar, l'UCAD et le NIDI commenceront fin avril et se dérouleront sur une période de deux ans.
- ✓ L'année 2007 devrait permettre de produire une douzaine de chapitres supplémentaires de l'Atlas de l'intégration régionale : - Démographie - Santé - Pêche – Café – Cacao - Monde rural - Monde urbain - Organisations régionales – Eau – Électricité – Médias – Riz – Climat – Frontières- Climat. Une réflexion sera menée avec la CEDEAO dans le but de :  
1) pérenniser l'exercice et de développer une politique de diffusion plus large au service de la promotion de l'idée régionale et de l'amélioration de l'image de la CEDEAO ;  
2) concevoir sur ces acquis un programme de réflexion stratégique pluriannuel sur le bilan et les perspectives de la coopération régionale en Afrique de l'Ouest.

Pages internet : [www.oecd.org/sah/localregional](http://www.oecd.org/sah/localregional)

Sites Web : <http://www.atlas-ouestafrique.org/>

<http://www.afriquefrontieres.org/>

<sup>7</sup> Institut de Recherche pour le Développement (France).

<sup>8</sup> Université Cheikh Anta Diop (Sénégal).

<sup>9</sup> Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute, (Pays-Bas).

<sup>10</sup> Association des Régions Frontalières Européennes



## Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et sécurité

---

- Cette Unité dirigée par M. Massaër Diallo vise à mieux saisir, dans une perspective d'appui, les dynamiques de sortie de crise en Afrique de l'Ouest, à travers l'expérience, les perceptions et l'expertise des acteurs. Elle contribue aussi à identifier les points sur lesquels il est possible de s'appuyer dans le processus de construction de la paix et la démocratie en Afrique de l'Ouest. Elle cherche également à renforcer les partenariats et à promouvoir le dialogue politique en décloisonnant les différents acteurs pour leur implication synergique dans la promotion de la démocratie, la paix et la sécurité.
- Dans le domaine de la gouvernance, l'événement marquant de l'année 2006 a été l'organisation avec le concours de la CEDEAO du *Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène* du 28 juin au 1<sup>er</sup> juillet qui a réuni près de 150 participants de 18 pays d'Afrique de l'Ouest. L'objectif visé était le renforcement des facteurs favorables à la paix et au développement des sociétés par une valorisation et une mutualisation intergénérationnelles de leurs capacités et savoirs endogènes.
- Par ailleurs, tout au long de l'année, l'Unité a animé une série d'ateliers réunissant des militaires, des politiques, des représentants de la société civile, des femmes et des jeunes sur les questions de la gouvernance, la prévention des conflits, la sécurité humaine, l'approche régionale du DDR et le post-conflit en Afrique de l'Ouest.
- Ces différents chantiers se sont fortement appuyés sur les groupes des Femmes qui ont vu leur rôle s'élargir dans les domaines de la démocratie, la paix et la sécurité, ainsi que sur celui des Jeunes, qui s'étaient organisés en coordination lors du Forum de Cotonou en 2005.
- La CEDEAO est également très impliquée dans les différents chantiers de l'Unité qui permettent de mieux faire connaître ses instruments en matière de régulation démocratique, de prévention des conflits et de gouvernance ; les actions conjointes visent à les disséminer et à mieux impliquer les acteurs de terrain dans leur plaidoyer et leur mise en oeuvre.

### Perspectives en 2007 :

- ✓ Réunions du Groupe régional de travail mis en place avec la CEDEAO sur : « DDR, Post-Conflit et Développement ». Première étape à Praia, Cap Vert (28 février au 1<sup>er</sup> mars 2007).
- ✓ Atelier visant à la « Dissémination et mise en œuvre des instruments de la CEDEAO, et des mécanismes endogènes de gouvernance démocratique et de prévention des conflits », Sénégal (23 au 25 mai 2007).
- ✓ Atelier de lancement du réseau sur la Sécurité humaine en Afrique de l'Ouest sur le thème : « Conflits, Migrations et Sécurité humaine en Afrique de l'Ouest », Banjul, Gambie, (19 au 21 juin 2007).
- ✓ Préparation du 2<sup>ème</sup> Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile sur le thème : « Quel avenir pour la Jeunesse ? », avec la CEDEAO, les coordinations des Femmes et des Jeunes d'Afrique de l'Ouest. Accra, Ghana (16 au 18 octobre 2007).
- ✓ Deuxième édition du Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile sur l'avenir des Jeunes en Afrique de l'Ouest (2008)

## 2.2 Echanges avec les membres du GOP

Tous les membres du GOP ont rendu un vibrant hommage à Mme Sunhilt Schumacher, Directrice adjointe du Secrétariat jusqu'en juillet 2006. Ils ont ensuite fait des remarques, suggestions et recommandations sur les chantiers du Club que nous avons reprises de manière synthétique.

### 2.3.1 Remarques générales

- Les membres du Club ont mis l'accent sur la qualité du **Rapport d'avancement 2006** soulignant qu'il fournissait des informations intéressantes sur la région ainsi que des autres documents qui leur ont été présentés. Ils ont remarqué qu'il y avait des éléments dans le rapport faisant preuve de belles avancées et de résultats concrets, bien révélateurs de ce que le Club peut faire, animer et susciter. Ce Rapport permet de constater que le CSAO a eu une année très riche avec des résultats concrets.
- Ils ont encouragé le Club à garder son identité et son rôle, et à éviter des discours tout faits et trop standardisés.
- Ils ont demandé au Club d'envisager la prise en compte dans ses travaux du thème de **l'Aide** et de la Déclaration de Paris.
- Ils ont également proposé d'aborder le sujet délicat de la **réduction de la croissance démographique**.
- Les membres du GOP souhaiteraient disposer plus en amont d'une vue générale des activités programmées pour **2007** par le Club dans les pays membres de l'OCDE et en Afrique. Cela permettrait de mieux faire connaître le travail du Club aux partenaires et représentants des agences de coopération sur le terrain et de les aider à anticiper leur appui et leur participation à certaines de ces activités.

### Communication :

- Les membres du GOP ont noté que les recommandations faites à l'occasion des dernières réunions avaient été largement prises en compte même s'il restait encore à faire.
- Les représentants de la communauté diplomatique ouest-africaine en poste à Berlin ont suggéré au CSAO de mieux faire connaître les travaux du Club auprès de leurs collègues dans les autres grandes capitales du monde. Ils ont également demandé d'être tenus informés sur une base régulière des chantiers du Club, soulignant l'importance pour eux de l'approche régionale mal documentée par ailleurs. Ils considèrent que les informations fournies par le Club peuvent aider les diplomates dans leurs négociations avec les partenaires au développement.

### Partenariats :

- Certains membres se sont demandés si **la multiplication des partenariats** ne risquait pas d'entraîner le Club sur des domaines qui lui sont étrangers. L'un des risques pour le Club étant en effet d'être trop sollicité par ses partenaires sur des sujets d'intérêt pour eux mais qui le déviaient de ses orientations.
- Les partenaires d'Afrique de l'Ouest ont mis l'accent sur l'importance du Club comme partenaires des organisations régionales et de la société civile, et **son impact** dans sa manière de sensibiliser les décideurs aux questions qu'il aborde ainsi que son influence au niveau des politiques.

## **Recommandations :**

- Certains membres ont suggéré que le CSAO s'implique davantage dans la mise en place de la Stratégie régionale de réduction de la pauvreté mise en œuvre conjointement par la CEDEAO, la Banque mondiale et les bailleurs de fonds.
- Il a été suggéré que le Rapport d'avancement 2007 puisse couvrir la période 2005-2007 et fasse le bilan du Plan de travail triennal. Ce qui permettra d'entamer le plan quinquennal.
- Le Rapport d'avancement 2007 pourrait davantage insister sur les résultats stratégiques qui ont véritablement amené des changements au niveau de partenaires-clés, et des définitions de politiques.

### 2.3.2 *Remarques spécifiques relatives à chacune des Unités du CSAO*

#### ✓ **Perspectives de développement à moyen et long terme**

- En raison de l'absence d'un chef d'Unité, il a été noté que les chantiers de cette Unité avaient été moins développés en 2006, mais que l'arrivée de M. Weber devrait remédier à cette situation.
- La réflexion menée sur les Perspectives de développement à moyen et long terme en 2005 dans le cadre du Panel d'Abuja est intéressante, mais mériterait encore d'être exploitée et prolongée.
- Les chantiers de l'Unité Perspectives mériteraient d'être plus clairs dans leurs objectifs.

#### ✓ **Transformation du monde rural et Développement durable**

- La nouvelle dénomination de l'entité est pertinente et montre bien la nécessité de prendre en compte le monde rural dans son ensemble (y compris l'élevage pastoral, la gestion durable des ressources naturelles, le foncier et les activités non agricoles) ainsi que dans ses articulations avec le monde urbain.
- Les thèmes de cette Unité sont multiples. Il y a un risque de dispersion. Il vaudrait mieux montrer quel est l'avantage comparatif du Club, ce qu'il apporte de plus par rapport à d'autres acteurs ou institutions sur chacun de ces thèmes.
- La collaboration de l'Unité avec la direction de l'Agriculture de l'OCDE ainsi qu'avec le réseau POVNET a certainement une grande importance et devrait contribuer à alimenter la réflexion à haut niveau et à conduire à un certain nombre de réorientations.
- Sur la transformation du monde rural, quelle suite donner à Sahel 21 ?
- En matière d'élevage, quelles sont les suites ?

## **Recommandation :**

- Les membres du GOP ont suggéré de faire plus de la prospective en matière de transformation du monde rural.
- #### ✓ **Développement local et Processus d'intégration régionale**
- Le travail effectué est particulièrement intéressant et pionnier. Des efforts supplémentaires doivent être consentis pour que les dynamiques du terrain soient peu à peu mieux connues et que les dynamiques institutionnelles deviennent un peu plus flexibles et sensibles au vécu réel des populations.

- Les membres du GOP ont souligné que les travaux du Club ont contribué à donner un sens plus concret au processus d'intégration régionale à travers la coopération transfrontalière par le biais du Programme d'Initiatives transfrontalières de la CEDEAO. Ce programme doit désormais se doter de moyens supplémentaires en termes de suivi et de mise en oeuvre.
- La disponibilité des chapitres et cartes de l'Atlas de l'intégration régionale sur le web est très appréciée.

**Recommandation :**

- Le Club pourrait davantage appuyer la réflexion des bailleurs en matière d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest.

✓ **Gouvernance, Dynamique des conflits, Paix et sécurité**

- Certains membres du GOP ont encouragé le Club à poursuivre l'initiative lancée à l'occasion de l'organisation du *Forum des partis politiques, des médias et de la société civile*, à Cotonou en 2005 qui a permis de réunir tous ces acteurs dans leur diversité. Il a été suggéré que ce dialogue se fasse sur une base annuelle. L'Afrique de l'Ouest a cruellement besoin de telles tribunes pour engager un dialogue politique entre les différents acteurs de la région.
- Des diplomates ouest-africains se sont dits intéressés par les résultats de la Déclaration finale de Ouagadougou.
- Il a été suggéré de mettre davantage en évidence les « avantages comparatifs » du Club dans ce domaine.
- Comment l'Unité entend-elle valoriser les enseignements du Forum intergénérationnel de Ouagadougou et en tirer les lignes de force ?
- Les enfants soldats sont-ils un sujet d'étude pour le Club ?

### III. PRÉSENTATIONS THÉMATIQUES

---

A l'issue des discussions générales sur le Rapport d'avancement 2006, les quatre Chefs d'Unité ont fait une présentation thématique relative aux sujets abordés dans leur Unité :

---

#### 3.1 *Quel avenir pour la jeunesse en Afrique de l'Ouest ?*

---

- **M. Raymond Weber, Chef de l'Unité Perspectives de développement à moyen et long terme** a abordé le thème de l'avenir de la jeunesse, qui constituera l'un des points d'ancrage des chantiers de cette Unité au cours de l'année 2007.

Dans son intervention, il a mis en avant la formidable richesse que représente la jeunesse en Afrique. Il se demande comment leur donner des perspectives et créer de l'espoir. Il a souligné l'importance pour le Club d'aborder cette question de manière transversale de façon à transformer cette richesse en potentialités et non en problèmes.

L'un des principaux défis pour cette jeunesse, dont 85 % n'a pas connu les Indépendances, est le sous-emploi, pour ne pas parler de chômage en Afrique, qui ne correspond pas à une réalité socio-économique. M. Raymond Weber considère par ailleurs que la puissance créatrice et innovatrice des jeunes devrait être davantage valorisée. Il a rappelé qu'il existait au niveau de l'Afrique de l'Ouest un certain nombre de textes et/ou de chartes sur les Jeunes et que des engagements avaient été pris mais qu'ils devaient être suivis d'effets.

Il a rappelé que le Club avait pris la mesure de l'importance de la dimension « Jeune » dans ses chantiers. Il a souligné l'importance du Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène de Ouagadougou organisé en juin 2006 par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest qui a été initié dans le cadre d'un réseau de Jeunes mis en place à l'issue d'un autre Forum, le Forum de Cotonou sur les Partis politiques, les Médias et la Société civile, de juin 2005. Il suggère que cela se poursuivre en intégrant de nouvelles thématiques.

Il a proposé d'aborder cette question dans le Rapport conjoint CSAO-CEDEAO sur l'Afrique de l'Ouest. Cela pourrait permettre aux jeunes de partager leurs espoirs.

Il encourage également la réflexion sur les droits culturels des jeunes comme atout pour le développement. Il a conclu son intervention en citant l'un des plus grands visionnaires de l'Afrique, l'écrivain Amadou Hampâté Bâ qui a écrit plusieurs lettres à la jeunesse par rapport à la construction de son avenir, et leur rappelant que certaines réponses à leurs questions sont ancrées dans les traditions africaines.

---

### 3.2 Les défis de la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest

---

- **M. Sibiri Jean Zoundi, Chef de l'Unité Transformation du monde rural et Développement durable** a présenté les actions du Club face aux défis de la Sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest, qui a été au centre des préoccupations de l'Unité au cours de l'année 2006.

Le constat est navrant. Comme il l'a rappelé, beaucoup de choses ont été faites mais rien n'est résolu. En effet, lorsque l'on parle de crise alimentaire, cela ne signifie pas que la croissance agricole stagne mais qu'il est important aussi de considérer d'autres paramètres tels que la croissance démographique, mais aussi les questions relatives au marché, à la pauvreté, etc. qui ont une incidence sur l'accessibilité et l'utilisation des ressources alimentaires. D'autres facteurs non négligeables affectent également la production alimentaire dans le Sahel, notamment l'environnement écologique fragile marqué notamment par l'effet du changement climatique.

A cela s'ajoutent d'autres questions comme celles relatives aux politiques agricoles et commerciales, aux conflits et aux crises économiques, qui de plus en plus, sont devenues des données indissociables de l'insécurité alimentaire.

Autant de sujets que l'on se doit de prendre en considération pour aborder la question de la sécurité alimentaire. Au regard de cette situation, le Club en partenariat avec les acteurs régionaux, notamment le CILSS, aborde cette question selon une approche fondée sur la recherche de solutions durables aux causes structurelles de l'insécurité alimentaire :

- Mobilisation et dynamisation des acteurs régionaux et contribution au renforcement de leurs capacités pour la prévention des crises alimentaires ;
- Contribution à l'analyse et à la promotion de l'information pour la prise de décision au regard des causes structurelles de l'insécurité alimentaire ;
- Facilitation et accompagnement de dynamiques et politiques visant un meilleur investissement dans l'action autour des causes structurelles de l'insécurité alimentaire.

Avec ses partenaires, notamment le CILSS, les autres acteurs régionaux et les membres du RPCA, l'Unité a engagé un chantier également sur l'évaluation et la revue de la Charte de l'aide alimentaire afin de l'adapter au nouveau contexte. Elle va lancer une série d'analyses de « *Profil Pays Sécurité Alimentaire* », dont le but est de faire une photographie analytique de quelques indicateurs clés qui permettront aux décideurs d'avoir une base de dialogue avec les partenaires au développement et de la société civile, mais surtout d'agir.

Un autre chantier concerne le renforcement des capacités régionales pour la mise en place d'un mécanisme régional de prévention, de veille, d'alerte et de riposte contre le criquet pèlerin. Sans aussi oublier l'accompagnement de dynamiques visant la réduction de la vulnérabilité agricole, notamment à travers la maîtrise de l'eau.

En conclusion, M. Sibiri Jean Zoundi a rappelé que l'action n'était possible qu'à travers des partenariats renforcés afin de mobiliser tous les acteurs régionaux autour d'une vision commune. Il a souligné l'importance d'augmenter les investissements dans le secteur agricole, en rappelant notamment que la part de l'aide dans ce secteur avait baissé de moitié en Afrique sub-saharienne en une décennie pendant la période 1990-2000. Il a rappelé que la croissance agricole n'est pas suffisante et que tout dépendait aussi de la capacité des pays et des organisations économiques régionales à : (i) créer un environnement favorable pour faciliter un meilleur accès des populations à risques aux ressources alimentaires ; (ii) mettre en place des mécanismes de gestion des stocks et de promotion du marché de produits agricoles, avec un accent particulier sur l'épineuse question de la transformation agro-alimentaire.

---

### 3.3 Les migrations en Afrique de l'Ouest : perceptions et réalités

---

- **M. Laurent Bossard, Chef de l'Unité Développement local et Processus d'intégration régionale** a fait une présentation sur les Migrations en Afrique de l'Ouest. Partant du constat que la question des migrations était un sujet sensible dans les pays du Nord comme du Sud, il s'est proposé dans son propos d'accompagner le développement d'une vision ouest africaine sur cette région et avec la région. Il a rappelé que les pays membres de la CEDEAO s'étaient engagés dans la voie de la Libre circulation des biens et des personnes dans l'espace CEDEAO, considérant que la mobilité spatiale et sociale était un moteur de développement. Faisant un retour dans le passé assez proche, il a rappelé que les bassins arachidiers du Sénégal comme les bassins cacaoyers de Côte d'Ivoire avaient été des espaces très peu peuplés voire vides dont le développement a été favorisé par les migrations. Il a souligné également la dynamique silencieuse de repeuplement en cours dans les zones libérées de l'onchocercose. Les problèmes de gestion des ressources naturelles seraient sans commune mesure avec ce que l'on connaît aujourd'hui s'il n'y avait eu de mobilité.

- Revenant sur la définition du migrant, qui est une personne âgée de plus de 15 ans vivant depuis plus d'un an dans un pays dont elle n'a pas la nationalité, il a indiqué que l'estimation actuelle des migrants en Afrique de l'Ouest est de 7,5 millions (soit 3% de la population totale de la région contre 0,5% de migrants européens en Europe). Cependant cette définition statistique du migrant est peu utile pour saisir les réalités subsahariennes caractérisées par une mobilité très rapide. Chaque année, 1 million de personnes changent de pays en Afrique de l'Ouest. L'immense majorité des migrations est constitué de mouvements à l'intérieur de la région. Les migrations vers le reste du monde et plus particulièrement vers l'Europe sont statistiquement marginales.
- Il a souligné que la géographie des migrations ouest-africaines, après avoir été longtemps figée, est désormais en mutation rapide. Les migrations sahéliennes vers la Côte d'Ivoire se réorientent vers d'autres zones ouest-africaines et africaines ainsi que vers l'Europe, notamment l'Espagne et l'Italie. Jadis pays d'immigration, le Sénégal est désormais également un pays de migration de transit et d'émigration. Le Nigeria semble développer une fonction de transit vers le Sénégal puis vers l'Europe pour des populations venues d'Afrique centrale et même d'Asie.
- L'un des grands enjeux est celui de l'interaction entre les politiques migratoires des pays du Nord - plus particulièrement européens- et la mobilité intra-régionale ouest-africaine. Plus la fluidité régionale sera favorisée, plus la pression migratoire vers le Nord sera faible. C'est donc un dialogue entre espaces migratoires régionaux, Schengen d'une part, espace CEDEAO d'autre part, qu'il conviendrait de favoriser.

C'est dans cet esprit que le Président en exercice de la CEDEAO, Son Excellence Monsieur Blaise Compaoré a demandé au CSAO, son appui pour accompagner une réflexion ouest-africaine sur les migrations. Cette requête a été confirmée par le Président de la Commission de la CEDEAO, Dr. Mohamed Ibn Chambas. La CEDEAO et le CSAO ont ainsi décidé de constituer un groupe d'experts ouest-africains dont ils assureront l'animation au cours des prochaines années. Ce groupe sera le centre du dispositif visant à aider les pays de l'Afrique de l'Ouest à se doter d'une approche commune. L'un des éléments importants du mandat du groupe d'experts ouest-africains est de suivre les évolutions des politiques et des réflexions dans les pays de l'OCDE et plus particulièrement européens. Ce groupe pourrait faciliter et nourrir un dialogue et une réflexion en commun entre l'Europe et l'Afrique de l'Ouest. Les initiatives et expériences menées bilatéralement pourraient y être suivies, comparées et analysées. Ces analyses pourraient être portées au plus haut niveau des instances de la CEDEAO et de ses États membres.

---

### **3.4 La sécurité humaine en Afrique de l'Ouest : enjeux de gouvernance et de développement**

---

**M. Massaër Diallo, Chef de l'Unité Gouvernance, Dynamique des Conflits, Paix et Sécurité**, a abordé la question de la sécurité en Afrique de l'Ouest, comme enjeu de gouvernance et de développement. Après un bref rappel des acquis de la région en matière de Sécurité (mécanismes, instruments et tendances), il a mis en exergue ses défis et les rapports entre Sécurité et Développement.

Comme il l'a rappelé, contrairement à l'image véhiculée dans les médias, l'Afrique de l'Ouest n'est pas une région en conflit. Sur les 18 pays couverts par le Club :

- 13 d'entre eux sont en situation de paix même si elle peut être fragile ;
- 7 ne connaissent pas de crise ;
- 4 sont en situation post conflit
- 3 sont en crise avec comme enjeu le pouvoir (Côte d'Ivoire, Guinée, Tchad)

Autre acquis de la région : l'existence d'une architecture d'un système régional de sécurité de la CEDEAO dont s'est inspirée l'Union Africaine.

Par ailleurs, la région dispose d'instruments politico-juridiques régionaux qui permettent de protéger les droits humains. L'ensemble de ces instruments vient s'articuler à la sécurité de la région. Il a rappelé l'émergence de la problématique de sécurité humaine reconnue et adoptée par la CEDEAO et l'Union Africaine qui ouvre la possibilité et la nécessité de sa dissémination et son appropriation par les Etats membres et les autres acteurs.

Puis il a présenté les défis de la sécurité qui ont fait l'objet d'une discussion approfondie avec les acteurs de la région lors de l'Atelier de Lomé (mars 2006) sur la Sécurité humaine :

- La situation de transitions fragiles des Etats et des sociétés ;
- La persistance et les tendances lourdes des facteurs d'insécurité comme la démultiplication des acteurs sur le terrain avec un foisonnement des groupes armés, des criminels, des mercenaires et fauteurs de guerre en Afrique de l'Ouest ;
- La prolifération des armes légères et de petits calibres (8 millions d'armes dans la région dont la moitié au moins n'est pas détenue par des forces publiques) ;
- La destruction des structures sociales et éducatives qui débouchent sur l'enrôlement volontaire ou involontaire des enfants soldats, qui sont près de 15 000 au Liberia. C'est un défi sérieux en matière de post-conflit et dans la capacité de former les adultes de demain. Autant de questions qui ont été abordées lors du Forum intergénérationnel ;
- Les défis sanitaires liés au paludisme, VIH-Sida et à la tuberculose : la sécurité consiste également à répondre aux besoins des populations en matière de santé ;
- Les personnes déplacées en raison des crises ;
- Les catastrophes humaines comme au Sénégal (nauffrage du Joola) ou environnementales comme en Côte d'Ivoire ou par le passé en Guinée ;
- Les défis liés à la réversibilité des sorties de crise comme en Guinée. L'Etat continue d'exister mais n'est pas contrôlé. Les forces de sécurité deviennent des forces d'insécurité.



Tous ces défis montrent qu'il reste encore beaucoup à faire autour d'une politique de sécurité. Cela montre également la nécessité d'une approche régionale et solidaire des questions de sécurité et de développement, à laquelle la CEDEAO et l'Union africaine sont déjà acquises.

Puis il a présenté les perspectives de la sécurité en Afrique de l'Ouest qui s'articulent autour de quatre piliers :

- La mise en cohérence, la coordination et la mise en œuvre des politiques et mécanismes de sécurité aux niveaux national, régional et international
- La mise en œuvre d'une Réforme du Secteur de Sécurité, en l'articulant à un concept qui fasse de l'armée une force de protection de la population et non un facteur d'insécurité.
- Une plus grande implication stratégique de la communauté internationale dans le renforcement logistique des capacités du système régional de la sécurité.
- La nécessité d'impliquer davantage, dans les divers pays et au niveau régional, les parlementaires comme des acteurs de la sécurité de même que la société civile.

En conclusion, il a rappelé que toutes ces questions allaient faire l'objet d'un suivi au niveau de son Unité à partir de la réunion du Groupe régional de travail à Praia sur le DDR, le Post-conflit et le Développement, réunissant des acteurs du DDR de la région, la société civile, des partenaires au développement ainsi que des organisations régionales et internationales.

## IV. DISCUSSIONS

---

Cette réunion du GOP a été l'occasion de mettre en dialogue des partenaires au développement du Nord et du Sud et d'engager des discussions franches et ouvertes sur des sujets d'intérêt pour les bailleurs et la région, que nous avons repris de manière synthétique sous forme de grands thèmes.

### 4.1 La jeunesse en Afrique de l'Ouest

La question de la jeunesse en Afrique de l'Ouest a été abordée sous plusieurs angles : l'éducation ; la transmission des valeurs et sa place dans la société.

- **Jeunesse** : tout le monde s'accorde à dire qu'il faut donner davantage la parole aux jeunes. Le Club a déjà initié ce dialogue à travers la coordination des jeunes d'Afrique de l'Ouest issue du Forum de Cotonou et qui s'est prolongé lors du Forum intergénérationnel sur la Gouvernance endogène de Ouagadougou en juin 2006. Cette rencontre entre générations a permis la rencontre entre les différents acteurs de la région et de mettre en évidence les défis en matière de transmission des valeurs, d'éducation et d'emplois des jeunes.
- La transformation des sociétés ouest-africaines liées notamment à l'urbanisation et conséquemment au dépeuplement des zones rurales pose la question de la **transmission des valeurs**. Il apparaît que la vie urbaine rend plus difficile la transmission des valeurs et des traditions.
- **Education** : la promesse d'éducation qui a été faite aux générations de la période d'après les Indépendances n'a pas été tenue. Les parents ont été encouragés à inscrire leurs enfants à l'école. Or, en Afrique de l'Ouest, trop nombreux sont les jeunes diplômés qui ne trouvent pas d'emplois correspondant à leur niveau de qualification.
- La CEDEAO a pris la mesure de la dimension Jeunesse dans la région. Elle considère en effet qu'il est important de poursuivre le débat entre les jeunes et les moins jeunes dans des Forums du type de celui de Cotonou et de Ouagadougou.

#### Remarques du Club :

- La question des jeunes va être au centre des chantiers du Club en 2007. Elle sera abordée de manière transversale sous l'angle de la migration, de la gouvernance, du rapport ville/campagne...
- Par ailleurs, la prochaine édition du *Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile*, considéré comme un espace de dialogue nécessaire par les bailleurs de fonds, devrait porter sur la question cruciale : « Quel avenir pour les Jeunes en Afrique de l'Ouest ? ».

### 4.2 Les migrations

La problématique des migrations est un thème qui intéresse les pays du Sud comme ceux du Nord. En 2006, cette question a fait l'objet de plus d'une vingtaine de rencontres internationales. Les images dramatiques qui ont fait le tour des chaînes de télévision sur les migrations de ces jeunes ouest-africains s'embarquant pour un avenir meilleur au péril de leur vie, ont marqué l'opinion publique des pays du Nord comme du Sud.

- En matière de migration, il reste beaucoup de travail à faire pour diffuser les informations disponibles sur la réalité des flux. Les migrations internationales constituent un sujet politiquement sensible au Nord comme au Sud. Les débats qu'elles suscitent sont souvent passionnés, voire excessifs et dangereux.
- Le travail réalisé dans le cadre de l'Atlas de l'intégration régionale sur les migrations a été apprécié. Il permet de disposer d'un état des lieux de la situation en matière de migrations à l'intérieur de la région comme à l'extérieur.
- Par ailleurs, les partenaires au développement pensent qu'il serait intéressant de mieux connaître les politiques des pays ouest-africains en matière de migration. Aussi ont-ils encouragé le Club à poursuivre et à approfondir sa réflexion sur la question, de prendre en compte de nouveaux éléments comme l'arrivée des Asiatiques. Entre ceux qui migrent en Afrique de l'Ouest et ceux qui transitent par l'Afrique de l'Ouest pour migrer vers d'autres continents.
- Il a été rappelé que le CILSS (CERPOD) a réalisé une étude très documentée sur les migrations régionales entre 1988 et 1992 (enquête REMUAO) et qu'il pourrait être intéressant de reproduire un exercice de ce type.

#### **Remarques du Club :**

- Il existe un parallélisme troublant entre les routes maritimes suivies par les pirogues de migrants africains illégaux vers l'Europe via les Canaries et les routes empruntées par les bateaux allant pêcher illégalement dans les eaux territoriales africaines pour décharger leurs prises en Europe. En Afrique de l'Ouest, on a le sentiment – justifié ou non -que les autorités européennes consacrent plus de moyens à la lutte contre le premier phénomène qu'elles n'en consentent pour en finir avec le second.
- Les routes de l'émigration illégale sont en recomposition permanente. Lorsqu'un territoire devient « difficile », une autre route s'ouvre. Les passages via l'Afrique du Nord ont été remplacés par les routes via la Mauritanie, puis via le Sénégal, maintenant à partir de la Guinée. D'autres routes, même beaucoup plus longues et périlleuses s'ouvriront sans doute.
- D'après les enquêtes disponibles, les migrants illégaux vers l'Europe ne font pas partie de la population la plus pauvre. Il s'agit généralement de jeunes, majoritairement urbains, exerçant souvent une activité professionnelle, issus de milieux moyens et majoritairement éduqués.
- Il est frappant de constater que le débat sur les migrations porte essentiellement sur le phénomène marginal des flux clandestins vers l'Europe. La question de la fluidité de l'espace régional ouest-africain est pourtant l'enjeu principal pour la région. La question de la libre circulation des biens et des personnes telle que préconisée par la CEDEAO mérite d'être positionnée en haut de l'agenda.

#### **4.3 Prévention des conflits**

- L'accent a été mis sur la nécessité de renforcer la prévention des conflits y compris en s'appuyant sur l'expérience de l'Europe en la matière.
- Depuis 20 ans, des progrès considérables ont été faits pour prévenir les conflits violents en Afrique de l'Ouest. Certes, la région reste soumise à des crises mais les efforts internes et le partenariat international ont permis de renforcer les dynamiques de paix et d'encourager des initiatives en faveur de la démocratie et la sécurité.

- Il a été souligné la nécessité de renforcer les actions de prévention à travers des efforts d'éducation à la citoyenneté et à la paix, et d'implication de la société civile dans l'appropriation des mécanismes élaborés au niveau de la région, et notamment de la CEDEAO.

#### **Remarques du Club :**

- Il y a une nécessité pour les bailleurs de prendre en charge la question du post-conflit comme une question de développement et non plus comme une situation d'urgence limitée dans le temps. Le cas de la Guinée Bissau est parlant : le programme de DDR a fermé ses portes à l'issue d'un échéancier au-delà duquel il n'y avait plus de financement alors que le défi de la stabilisation du désarmement et de la réinsertion restait posé. Pour éviter ce type de situation, le décloisonnement des actions des partenaires au développement mais aussi des séquences du post-conflit permettrait une plus grande efficacité. C'est dans cet esprit que le Club réunira à Praia les acteurs ouest-africains du DDR et du post-conflit avec les principales agences de coopération.
- En matière de Réforme des Systèmes de Sécurité, le mécanisme de mise en place de Forces Africaines en Attente et les approches régionales dans la formation au maintien de la paix doivent être durablement appuyées aux niveaux financier et logistique comme cela est déjà envisagé aux niveaux du G8 et de l'Union européenne, entre autres.

#### **4.4 La sécurité alimentaire**

- La sécurité alimentaire a été au cœur des discussions de ce GOP. Compte tenu du fait que 8 millions de personnes en Afrique de l'Ouest sont en situation de fragilité alimentaire, la question reste d'actualité dans plusieurs pays de la région. Beaucoup d'argent a été dépensé sur les questions de l'urgence, mais la question de la sécurité alimentaire est davantage une question structurelle.
- L'un des principaux défis pour la région est de parvenir à nourrir une population en très grande expansion. Il a été rappelé qu'en Afrique une famille de 12 personnes produisait pour un nombre équivalent voire moins. En Europe, le ratio est 3 pour 100. Par ailleurs, d'ici à 2020, plus de 50 % de la population sera urbaine, ce qui réduira d'autant la main-d'œuvre agricole.
- La question de l'augmentation de la production agricole a été soulevée. Certains membres estiment que pour nourrir sa population, l'Afrique devra produire davantage. Il faut pour cela qu'elle investisse davantage dans la transformation agricole, sans pour autant abandonner l'agriculture familiale.
- Il a été demandé aux partenaires au développement de tenir compte de cette situation dans leurs politiques d'aide au développement et dans leurs futurs investissements.

#### **Remarques du Club :**

- L'analyse de l'environnement actuel en rapport avec la sécurité alimentaire montre que beaucoup de politiques existent effectivement, comme le cas du Cadre stratégique de sécurité alimentaire durable (CSSA) dans une perspective de lutte contre la pauvreté au Sahel du CILSS. Mais le véritable challenge demeure la mobilisation des acteurs pour des actions concrètes. A ce titre, le réinvestissement du Club dans la co-animation du RPCA avec le CILSS constitue une opportunité de remettre cette question centrale de l'investissement pour l'action au centre de la réflexion.

#### **4.5 Les Accords de Partenariat Economique (APE)**

- Le Représentant de la Société civile présent à la réunion du GOP a fait part des préoccupations des populations ouest-africaines vis-à-vis de l'Accord en cours de négociation entre l'UE et la CEDEAO. Il a félicité la CEDEAO qui, pour la première fois, a pris en compte une requête de la société civile demandant à l'Europe d'en reporter la signature pour la mise en œuvre des Accords.
- Les partenaires au développement ont encouragé le Club à soutenir ses partenaires africains dans ces négociations difficiles. Les APE sont un processus long dont le déroulement mérite d'être accompagné par une réflexion continue sur les perspectives de développement à moyen et long terme de la région. A ce titre, M. Mamadou Cissokho, Président d'honneur du ROPPA et représentant la Société civile, a demandé au Club de conduire une initiative visant le dialogue politique entre les organisations de la société civile ouest-africaine et l'UE sur les APE. A travers ce dialogue qui devrait avoir lieu sous la présidence allemande, le but recherché est de permettre aux organisations de la société civile ouest africaine d'échanger directement avec l'UE sur leurs préoccupations et attentes en rapport avec les APE.
- L'Allemagne, qui préside l'Union européenne jusqu'en juin 2007, a tenu à rassurer les représentants ouest-africains présents. Elle a mis en avant l'importance de dépasser le cadre bilatéral pour aller au niveau régional. Par ailleurs, afin de poursuivre le travail engagé par sur ces questions dans les meilleures conditions, l'Allemagne a créé un groupe de travail au sein de l'OCDE avec les pays qui présideront au cours des prochains 18 mois l'Union européenne, à savoir la Slovénie et le Portugal, afin qu'ils disposent d'un même niveau d'information sur ces Accords dont la mise en œuvre risque de prendre plusieurs années.
- Il semble que les populations ouest-africaines ne soient pas très informées sur ces Accords qui risquent d'avoir des conséquences importantes sur leur niveau de vie dans les prochaines années.
- La CEDEAO, consciente des enjeux, s'est elle-même engagée à apporter l'information nécessaire aux populations de manière à ce qu'elles soient conscientes des enjeux de ces Accords.

#### **4.6 Les ressources financières de l'Afrique**

- Il est apparu que la question de l'aide budgétaire suscitait une certaine inquiétude dans la société civile ouest-africaine qui craint que toutes les aides soient allouées aux gouvernements sans contrôle et que l'on revienne à "re-centraliser" l'aide par le biais du budget de l'Etat central.
- Les partenaires au développement présents ont tenu à apporter quelques précisions. En effet, ils constatent que la société civile avait souvent tendance à voir dans l'aide budgétaire une matérialisation négative de la Déclaration de Paris, qui préconise l'harmonisation de l'aide. Or, l'aide budgétaire ne concerne qu'une petite partie de l'aide et n'est pratiquée que dans les pays qui remplissent les critères suffisants de bonne gestion des ressources publiques. Par ailleurs, cette aide aux budgets des Etats ne se fait pas à l'encontre des autres formes d'aides comme l'aide décentralisée accordée aux collectivités locales.
- Les participants ont, par ailleurs, insisté sur la nécessité de renforcer les capacités des administrations à absorber et à gérer cette aide. Trop souvent, l'aide est disponible mais ne peut pas être allouée faute de capacités d'absorption et de gestion.

- Ils ont remarqué que les bailleurs de fonds pratiquaient de plus en plus la coopération déléguée ou gestion déléguée, ce qui correspond à remettre la gestion des interventions à d'autres partenaires au développement présents dans le pays afin d'éviter la superposition des aides.
- Certains participants se sont interrogés sur la nécessité de la relance d'une réflexion autour de l'aide et des ressources financières de l'Afrique de l'Ouest. Actualiser et développer l'exercice « Coopération 21 » permettrait de faire le point sur les formes d'aide les plus en vue ces dernières années, notamment les appuis budgétaires. Il serait également intéressant de nourrir le débat sur certaines approches novatrices.
- Certains membres ont d'ailleurs souligné que par le passé, les travaux du Club notamment l'ouvrage « Trouver des problèmes aux solutions » -qui était une synthèse de la réflexion de Coopération 21- avait contribué à nourrir la réflexion sur l'efficacité et l'harmonisation de l'aide, et à la rédaction de la Déclaration de Paris.
- Il a également été suggéré que la question des transferts de fonds/remises de fonds des émigrés vers leur pays d'origine fasse l'objet d'une réflexion plus approfondie, notamment sur son impact économique dans leur pays d'origine en Afrique de l'Ouest.

#### **4.7 Les prochaines orientations du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest**

- Face à la profusion de sujets d'intérêt pour le Club, il a été rappelé que le Club ne devait pas se laisser submerger par de nouveaux thèmes et devait se concentrer sur les quatre axes retenus dans son programme de travail 2005-2007. Les membres estiment que certaines questions doivent être laissées à d'autres institutions mieux à même de les traiter. Ils demandent néanmoins au Club de maintenir sa capacité de veille et d'action sur des situations d'urgence (criquets pèlerins, crises alimentaires).
- Une revue interne 2005-2007 sera faite sur les impacts des chantiers de la dernière période de programmation. A partir des résultats, les grandes lignes 2008-2012 pourraient être établies et présentées aux membres du GOP.
- Il a été proposé au Club de mettre en place un groupe de travail associant les membres du GOP pour réfléchir aux prochaines orientations 2008-2012. Cette réflexion devrait se faire avec les partenaires africains du Club. Certains membres ont tenu à souligner que les bailleurs devaient davantage se concentrer sur les résultats attendus que sur les thèmes de réflexion du Club.
- Les membres du GOP ont réaffirmé la nécessité de poursuivre les chantiers autour des quatre pôles de concentration tout en restant flexible sur des questions d'actualité.
- Le ROPPA a rappelé que c'était grâce au partenariat entre le CILSS et le CSAO que cette organisation, réunissant des organisations paysannes ouest-africaines, avait pu voir le jour. Il a demandé à ce que le partenariat entre le CSAO et le ROPPA puisse faire partie du Plan quinquennal du Club. Il a recommandé au Club d'aider le Groupe des Femmes et la Coordination des Jeunes d'Afrique de l'Ouest à s'organiser au niveau régional comme il l'a fait dans le passé pour les paysans. Par ailleurs, son représentant a formulé un certain nombre de demandes au CSAO, notamment :
  - de faire figurer les préoccupations du ROPPA dans les prochaines orientations du Club sous forme de chantiers communs CSAO-ROPPA ;
  - de participer à l'évaluation du ROPPA ;
  - d'organiser une table ronde des bailleurs de fonds du ROPPA à Paris autour du financement de leur futur plan d'actions ;
  - d'aider le ROPPA à prendre part à des réunions ministérielles au niveau de l'OCDE.

## C ONCLUSION GÉNÉRALE

---

- Les membres du GOP ont remercié le gouvernement allemand et notamment la Ministre allemande de la Coopération et du Développement, Mme Heidemarie Wieczorek-Zeul, représentée par Dr. Michael Hofmann, pour avoir accueilli la réunion du GOP à Berlin.
- Les membres du GOP ont rendu hommage aux différents intervenants qui ont introduit cette réunion. Ils ont remercié le président, M. Charles Goerens pour sa présentation.
- Ils ont félicité le Directeur, M. Normand Lauzon et l'ex-Directrice adjointe, Mme Sunhilt Schumacher, ainsi que les Responsables d'Unité pour leur présentation et l'ensemble de l'équipe du Club pour la qualité des travaux présentés dans les documents.
- Ils ont pris acte du Rapport d'avancement 2006 tout en faisant quelques remarques.
- Ils ont approuvé les orientations du travail du Club pour 2007 présentées par le Directeur ; il s'agira principalement de la poursuite des activités menées en 2006, l'année 2007 étant la dernière année du plan triennal. Le Directeur a indiqué que les recommandations du GOP seront prises en compte, de même que les demandes du terrain et de nos partenaires avec un souci des résultats. Il a également insisté sur la nécessité de mobiliser au plus vite de nouvelles ressources financières pour mener à bien certains chantiers programmés.
- Les représentants des organisations régionales (CILSS et CEDEAO) de même que le ROPPA ont réaffirmé leur soutien sans faille au CSAO et ont demandé à ses membres de poursuivre leur soutien financier pour qu'ensemble, nous puissions créer un monde meilleur pour nos enfants et les générations à venir.
- Les membres du GOP ont donné leur accord pour recommander aux hautes instances de l'OCDE le renouvellement du mandat de M. Normand Lauzon à la Direction du Club pour deux ans et accueilli favorablement la nomination de M. Laurent Bossard au poste de Directeur adjoint.
- Ils ont avalisé l'idée d'organiser les prochaines réunions du GOP au mois de janvier.
- Ils ont souligné l'importance d'inviter dans ce type de réunion des représentants des organisations régionales comme des organisations de la société civile.
- Ils ont enfin exprimé le souhait que la prochaine réunion du GOP soit plus longue et laisse encore plus de place à la réflexion.
- Le Président Goerens a suggéré d'inviter dans les réunions et ateliers du Club des personnalités des pays partenaires et d'ouvrir davantage ces rencontres à ces pays.
- Il a suggéré au CSAO d'être plus présent dans les grands événements internationaux d'intérêt pour la région.
- Il s'est réjoui de constater que de nombreux acquis avaient été enregistrés et qu'il fallait poursuivre dans cette voie.
- La prochaine réunion du GOP aura lieu en janvier 2008 dans un lieu encore non déterminé. Pour autant, l'intérêt de sa possible tenue à Bruxelles a été soulevé dans les discussions.





## ANNEXE 1 : INTERVENTION DE M. CHARLES GOERENS, PRÉSIDENT DU CSAO

---

*Excellences,*

*Mesdames et Messieurs les Représentants des États-membres de l'OCDE et du Club,*

*Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations internationales et régionales,*

*Chers invités,*

*Mesdames et Messieurs,*

Tout d'abord, permettez-moi de remercier le gouvernement allemand et notamment Madame la Ministre, Mme Heidemarie Wieczorek-Zeul, Ministre de la Coopération et du Développement, d'accueillir notre réunion du GOP à Berlin.

C'est un grand honneur pour le Club d'avoir pu organiser sa réunion du Groupe d'Orientation des Politiques dans cette belle capitale, Berlin, au moment où l'Allemagne prend la présidence de l'Union européenne et du G8. Cela marque l'intérêt que l'Allemagne accorde à l'Afrique et notamment l'Afrique de l'Ouest (nous avons eu également le plaisir de nous entretenir hier avec des Représentants du Parlement allemand pour leur présenter le Club et échanger sur l'Afrique de l'Ouest).

Je voudrais également vous remercier, membres du GOP pour avoir accepté de participer à cette importante rencontre pour le Club et pour l'Afrique de l'Ouest. Quant à nos partenaires américains, suisses et britanniques, ils nous ont envoyés des messages de soutien pour la tenue de cette réunion, à laquelle ils ne pourront pas prendre part cette année. M. Kiyu Akasaka, Secrétaire général adjoint de l'OCDE et M. Eric Burgeat, Directeur du Centre de Coopération pour les non membres au sein de l'OCDE, auraient également souhaité être parmi nous à Berlin mais ont du annulé leur participation en raison d'engagements de dernière minute.

Plusieurs hauts responsables d'organisations régionales et internationales telles que UEMOA, UNOWA, PNUD, UNECA, Union Africaine nous ont également fait part de leur regret de ne pouvoir se joindre à nous, en raison de contraintes de calendrier.

Cette réunion du GOP à Berlin revêt un caractère spécial cette année. Elle marque les trente années d'existence du Club mais également ma première année en tant que Président.

Depuis un an que je suis de près les travaux du Club, j'ai pu apprécier le rôle essentiel de cette structure qui se distingue de par son approche régionale, sa lecture équilibrée qui fait état des avancées de la région mais aussi ses défis et sa réflexion à long et moyen terme sur la région mais également sa capacité de réagir sur des questions à court terme (criquets pèlerins, sécurité alimentaire...).

**En tant que facilitateur, animateur et pilote d'échanges ouverts et constructifs, le Club s'est imposé dans le débat international comme un interlocuteur incontournable sur l'Afrique de l'Ouest. Au fil du temps, son rôle, son champ d'intervention et son savoir-faire ont évolué. Ce qui caractérise aujourd'hui le Club, c'est à mon avis, sa formidable capacité à mettre en dialogue et à rassembler des acteurs d'horizons très divers** (société civile, décideurs politiques, médias, entrepreneurs, femmes, jeunes...). J'ai eu le plaisir d'assister au cours de l'année 2006 à un certain nombre d'ateliers et de forum organisés par le Club. A ces différentes occasions, j'ai été stupéfait de constater que le Club parvient à réunir autour d'une même table des militaires, des militants des Droits de l'homme, d'anciens ennemis, des politiques, des représentants de la société civile, etc. pour engager un dialogue constructif et porteur d'avenir. Cette mise en dialogue est d'autant plus importante qu'elle se fait à un niveau régional. Imaginez dans une même réunion des acteurs aussi variés représentant les 18 pays de la région, du Cap Vert au Cameroun en passant par le Tchad et la Mauritanie.

## Sa lecture régionale

Cette approche régionale qui est au cœur même du mandat du Club est d'autant plus riche qu'elle est sans exclusive aucun. Elle tient compte en effet de la complémentarité entre les différents niveaux local, national et régional.

Le Club partage l'avis de l'Union Africaine, de la CEDEAO et de l'UEMOA selon lequel peu de pays de la région pourront valoriser pleinement leurs potentialités et faire face à leurs défis sans la création d'un espace régional qui favorise l'adoption de politiques communes, la mise en oeuvre d'investissements complémentaires, la sécurité alimentaire, la prévention et la gestion des conflits, la coopération inter États et la promotion du secteur privé et du commerce indispensable pour assurer une croissance économique accélérée ainsi que la création d'emplois et de revenus.

## Sa réflexion à moyen et long terme

Comme vous le savez, l'une des caractéristique spécifique du Club est d'avoir engagé à travers des échanges et des débats informés avec des acteurs de la région, une réflexion sur le développement à moyen et à long terme de la région qui prenne en compte différentes dimensions : historique et prospective ; spatiale ; culturelle et endogène. Pour autant, cette réflexion indispensable aux décideurs et partenaires au développement n'implique d'aucune manière qu'il n'est pas concerné par les réalités dans l'immédiat et les actions à court terme. En 2006, par exemple, le Club s'est beaucoup impliqué dans les questions de la gestion des crises alimentaires, de peste aviaire, de criquets pèlerins autant de sujets qui, au-delà de la réflexion à long terme, nécessitent des actions à court terme.

## Son approche réseau et ses partenariats

Autre particularité du Club, qui n'est pas ni un centre de recherche ou ni cabinet d'études, c'est la manière dont il mène son action sur le terrain. Celle-ci ne se matérialise pas sous forme de projets -comme les agences de coopération- mais dans l'accompagnement des **dynamiques de terrain et le travail en réseau** avec des acteurs ouest-africains représentant les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les organismes de développement et de recherche. Le Club entretient également des relations de proximité avec les partenaires au développement de l'Afrique de l'Ouest ainsi qu'avec des organisations internationales et régionales dans le cadre de chantiers communs notamment avec la CEDEAO, le ROPPA, le CILSS, l'UEMOA, l'Union Africaine, les Associations de femmes et de jeunes.

Par ailleurs, en 2006, des efforts considérables ont été faits pour intensifier les rencontres et échanges avec **les hauts responsables africains**, afin de mieux porter à leur connaissance les chantiers du Club et les transformer en actions sur le terrain. Car le Club est convaincu, que l'action sur le terrain aura d'autant plus de portée si elle est relayée au niveau des décideurs. Normand Lauzon a ainsi rencontré plusieurs Présidents et un nombre important de Chefs de gouvernement, de Ministres et de décideurs à divers niveaux. Parallèlement, le Club a renforcé ses liens avec l'Union Africaine et a procédé à la signature de trois accords avec ses partenaires les plus proches officialisant ainsi des relations étroites engagées depuis plusieurs années comme la CEDEAO, le CILSS et le PNUD. D'autres accords de partenariats devraient suivre en 2007 avec le ROPPA, UNECA, UEMOA, la BAD, UNOWA. L'idée n'est pas de multiplier le nombre de chantiers du Club mais de mobiliser le plus grand nombre possible de partenaires pour travailler ensemble dans le cadre de chantiers communs prioritaires pour la région.

## Trente ans déjà !

Que de chemin parcouru depuis 30 ans ! Pourtant, même si le bilan global du Club est plutôt positif, aucune structure ne peut ignorer qu'il lui est impératif d'avoir une niche qui lui soit propre, de produire des résultats complémentaires à ceux réalisés par d'autres structures et d'utiliser de manière efficace les fonds qui sont mis à sa disposition. Et le Club ne fait pas exception!

Sans aller dans le détail, je voudrais juste partager avec vous les évaluations très positives que l'Allemagne et le Canada ont réalisées sur le Club quant à sa pertinence, son utilité et son efficacité. Il a été par ailleurs souligné que ses méthodes de travail contribuaient de manière significative à la mobilisation et au renforcement des capacités d'analyse, de décision et d'action des divers acteurs de la région.

Nous sommes conscients que pour assurer la poursuite de nos chantiers communs avec nos partenaires sur le terrain et dans les pays développés, il nous est nécessaire de pouvoir disposer de ressources financières stables et prévisibles. Nous aurons l'occasion d'aborder cette question plus en détail demain lors de la revue des questions financières.

**En 2007, le Club va devoir préparer ses orientations pour 2008 et au-delà.** L'évaluation canadienne est venue renforcer les suggestions faites par des partenaires de la région ainsi que certains pays contributeurs au Club, de préparer à compter de 2008 son Plan de travail sur une base quinquennale. Il s'agirait pour le Club d'une programmation coulissante qui permettrait d'identifier dans la durée les chantiers conjoints à réaliser avec ses partenaires et de répondre aux besoins de la région à court, moyen et long terme. Nous aurons l'occasion au cours de cette rencontre de revenir plus en profondeur sur cette proposition.

Avant de conclure, laissez-moi vous dire quelques mots sur la capacité de faire-savoir du Club. Lors des dernières réunions, les membres avaient mis en avant la nécessité pour le Club de mieux faire-savoir. En 2006, des efforts considérables ont été faits pour mieux communiquer les résultats de ses travaux. Mais nous n'en sommes qu'au milieu du gué. En 2007, nous comptons intensifier nos actions et améliorer nos outils pour mieux faire savoir ce que nous faisons. Je voudrais remercier le Canada pour l'appui spécifique qu'il nous accordera à compter de 2007 dans ce domaine spécifique.

Je voudrais enfin ici remercier tous les partenaires au développement qui apportent leur appui tant intellectuel que financier au Club depuis 30 ans. Nous espérons ne pas les décevoir au moins pour les 30 prochaines années à venir !!!

Je vous remercie.

## **ANNEXE 2 : INTERVENTION DU DR. HOFMANN, DIRECTEUR GÉNÉRAL**

### **MINISTÈRE ALLEMAND DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT**

---

*Monsieur le Président Goerens,  
Monsieur le Directeur Lauzon,  
Excellences, Mesdames et Messieurs,*

**C'est un grand honneur** pour mon Ministère et pour notre agence de coopération, la GTZ, d'accueillir cette réunion. Nous sommes en effet **heureux** que cette réunion de Berlin marque le **30<sup>ème</sup> anniversaire du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest**.

C'est en effet la deuxième fois en quatre ans que le Club se réunit à Berlin. La première fois, c'était en mars 2003 à l'occasion d'une réunion sur « Les dynamiques régionales et les conflits en Afrique de l'Ouest ». Un thème qui reste d'ailleurs toujours d'actualité.

**A cette époque**, la crise en Côte d'Ivoire était au centre de nos préoccupations ; **cette fois**, c'est la crise en Guinée qui risque d'occuper une partie de nos discussions durant ces deux jours.

Nous sommes en effet très préoccupés par les nouvelles qui nous parviennent de Conakry et de l'ensemble du pays depuis le 10 janvier – le jour où a débuté la **grève générale**. Les échos qui nous parviennent nous amènent à conclure que le Président Lansana Conté est sur le point d'inscrire son pays sur la liste des pays **fragiles et en faillite de la région** ; une région qui combine à la fois des ressources naturelles et minérales abondantes d'une part et une très mauvaise gouvernance de l'autre ; et cela débouche hélas trop souvent sur une guerre civile à l'issue incertaine.

Liberia, Sierra Leone, Côte d'Ivoire et maintenant Guinée-Conakry, la carte de l'Afrique de l'Ouest affiche une concentration unique de fragilités politiques et de conflits. Cette situation est si particulière qu'au sein de la BMZ, nous avons créé une catégorie spéciale « **Etats fragiles d'Afrique de l'Ouest** » qui indique à la fois notre prise de conscience de ces situations et la nécessité d'un traitement particulier des ces pays. Nous voulons « **rester engagés mais différemment** » - de quelle manière exactement ? Pour nous – comme pour d'autres partenaires - cette **question reste ouverte**.

**C'est là qu'intervient toute l'importance du Club**. Votre rôle en tant que **laboratoire d'idées efficace**, tel un « **sismographe** » des défis à long terme et à la recherche de solutions politiques est tout aussi important aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 30 ans lors de la création du Club.

**L'expérience** et le **dynamisme**, que vous, **Président Goerens** avez introduit au Club depuis votre nomination comme président en janvier 2006 y ont également contribué.

Les apports du Club à notre travail conceptuel au niveau de la sous-région sont innombrables. Comme l'Afrique de l'Ouest dans son ensemble, ces apports font rarement la Une des journaux, mais ils sont efficaces et bienvenus pour **nourrir la réflexion et l'action** à notre niveau. Au passage : que le Club travaille sans faire un étalage de ses chantiers rend le Club encore plus sympathique à nos yeux !

Nous apprécions particulièrement ce que vous faites pour encourager le dialogue politique entre les gouvernements, les partis politiques et la société civile au niveau région de même qu'au niveau de chacun de nos pays partenaires en Afrique de l'Ouest.

Je reprendrais l'exemple de la Guinée et du forum national organisé à Conakry à la suite du Forum des Partis politiques, des Médias et de la Société civile de Cotonou en juin 2005. Cette initiative nationale qui avait réuni les différents acteurs de la société guinéenne a permis, entre autres, d'ouvrir la voie à une participation de l'opposition aux élections locales qui se sont tenues plus tard cette même année. Bien que cela ne fût pas l'événement le plus important de l'année pour vous, pour peu que l'on puisse considérer que cela ait constitué une rare opportunité d'ouverture dans la voie d'une transition pacifique du pouvoir en Guinée, nous pouvons considérer que vous y aviez largement contribué. Mes collaborateurs et moi-même avons fait cette analyse lors de nos récentes discussions.

La vocation du Club est de contribuer au renforcement de **l'intégration régionale** en Afrique de l'Ouest. La liste des propositions pour des **initiatives transfrontalières** en Afrique de l'Ouest que vous avez identifiées sont une autre **source d'inspiration** pour notre coopération au développement.

Je suis très satisfait des avancées réalisées depuis 2004 pour articuler votre plan de travail à l'agenda de la **CEDEAO**. Cela correspond à notre vision du Club comme l'un des piliers solides qui vient **en appui et au renforcement** des capacités de l'organisation régionale ; et je remarque que vous avez bien avancé dans cette direction. La présence ici de **M. William Kanyirige, directeur de Cabinet du Président de la Commission de la CEDEAO, Dr. Mohamed Ibn Chambas**, en est le meilleur témoignage.

Tout partenariat implique la critique constructive. Vous savez que l'une de nos priorités durant notre présidence de l'Union européenne est de finaliser les négociations sur les **Accords de Partenariat Economique (APE)**. Je dois dire que la récente proposition de la CEDEAO de **prolonger les négociations jusqu'en 2010** et de retarder son application jusqu'en **2011** a été reçu par les partenaires au développement de l'UE, y compris par moi-même, comme une douche froide ; nous nous sommes tant battus pour concevoir ces Accords et en faire un **outil de développement** à travers l'intégration régionale – et non un **outil d'ouverture des marchés africains** aux fermiers et aux entreprises européens !

Je pense qu'il serait utile que le Club puisse accompagner les **discussions autour de ces Accords** au cours de l'année 2007. C'est l'un des **avantages comparatifs** du Club - parallèlement à son travail sur les perspectives de développement à moyen et long terme-, de pouvoir réagir sur des questions émergentes.

#### *Principaux messages du G8 / Présidence de l'UE*

- Notre **satisfaction tant au niveau de vos réalisations** que dans l'efficacité de votre travail – le terme **"de management flexible"** aurait pu être inventé pour décrire le Club- nous amène à **renouveler notre contribution financière au Club**. La prévisibilité des contributions au budget général du Club est un sujet de préoccupation permanent. Je suis heureux d'annoncer que nous allons poursuivre notre coopération sous la forme d'une contribution de 220 000 euros par an, pour les deux prochaines années (2007 et 2008).
- Je ne pourrais clore mon intervention sans dire un mot sur **Mme Schumacher**, qui a longtemps incarné la coopération durable de l'Allemagne avec Club (Sunhilt Schumacher a été en poste en tant que Directrice adjoint jusqu'à l'été 2006 avant de prendre sa retraite). Je suis ravi de constater qu'elle est aujourd'hui parmi nous et que bien qu'à la retraite, elle continue de vous apporter **sa grande expérience et son excellente expertise**. Sa présence a bien plus contribué à renforcer l'image de l'Allemagne au sein du Club que les modestes flux de notre contribution financière ne pourraient jamais le faire.

- Mes derniers mots iront à l'Afrique de l'Ouest, et ils sont positifs. Je partage **l'optimisme sincère** affiché par le Président Goerens vis-à-vis de cette région depuis le début de sa présidence au Club. **Qui aurait cru il y a 30 ans** que même au cours d'une année marquée par des crises successives entre 2004/2005, la plupart des pays de la région (exception faite du Niger) aurait été en mesure de répondre de manière exemplaire aux besoins alimentaires d'une population qui a presque triplé depuis les années 1970 ? Les organisations à vocation régionale comme le **CILSS** mais également le **CSAO** ont beaucoup contribué à ce succès silencieux.
- Dans les trente prochaines années, l'Afrique de l'Ouest comptera plus d'habitants que l'Union européenne (même si la Turquie la rejoignait). La région mérite encore une **attention particulière à travers un forum sur mesure comme le CSAO**.
- Je souhaite **plein succès** à cette réunion et à vos chantiers à venir – « doni, doni », comme vous avez l'habitude de le dire - « petit à petit », mais sans relâche et avec conviction.

**ANNEXE 3 : INTERVENTION DU DR. MOHAMED IBN CHAMBAS,  
PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DE LA CEDEAO <sup>11</sup>**

---

ECONOMIC COMMUNITY OF  
WEST AFRICAN STATE



COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE  
DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Dr. Mohamed Ibn Chambas  
Président de la Commission de la CEDEAO  
(Discours prononcé par son Directeur de Cabinet, M. William A. Kanyirige)**

**STRENGTHENING THE PARTNERSHIP WITH  
THE SWAC FOR ADVANCING THE ECOWAS AGENDA  
IN 2007 AND BEYOND**

*The Representative of the Honourable Minister of Cooperation  
and Development of the Federal Republic of Germany  
Mr. Charles Goerens, President of the Sahel and West Africa Club,  
Mr. Norman Lauzon, Director of the Sahel and West Africa Club,  
Distinguished Participants,  
Colleagues and friends from the CILSS and ROPPA,*

It is with a great sense of hope that I speak to this year you on the theme "Strengthening the Partnership with the SWAC for Advancing the ECOWAS Agenda in 2007 and Beyond"

My optimism is driven by three key considerations. First, when we take stock of what ECOWAS has accomplished up until 2006, you will agree with me that we have been making some progress on virtually all fields, particularly in areas of peace, security and political governance.

In the peace and security sector, if for about two decades our sub-region, for reasons associated with civil wars in the Greater Mano River Basin, had been hit by a spell of instability and insecurity, this is no longer the case. At least, thanks to the strong political will of our regional leaders, their shared purpose coupled with the active support and vigilance of our peoples, there is no active war in West Africa today.

Within the domains of democracy and governance, the culture of pluralism and democratic elections is taking root, driven by an increasing commitment to constitutionality, democracy and the rule of law.

Regarding economic development, we have made some modest progress in the process of developing the basis for propelling regional infrastructural development capable of facilitating our productive capacity and regional trade. The West African Power Pool, the imminent launch of studies on railway inter-connectivity in West Africa, and the planned creation of a GSM roaming system in West Africa are but a few examples. Plans are also advanced to develop a regional airline on the same lines as ECOMARINE was created.

---

<sup>11</sup> Texte original en anglais

Yet, despite these gains amongst several others, our region remains, according to the latest UNDP Human Development Report, one of the poorest performers in the world in terms of socio-economic development.

For instance, of the 177 countries, the last 5 countries happen to be from West Africa, representing 1/3 of our member states.

Thus, acutely conscious of these stark realities and also aware that we cannot rest on our rather modest achievements in integration, ECOWAS leaders have shifted gear from containment to repositioning ECOWAS institutions such that these bodies can respond, in a timely and predictable manner, to the proximate and root causes of instability in an increasingly globalised and fluid world. The conflict prevention/development nexus drives the thinking here. Distinguished Participants, this is my second source of optimism as we look to the future.

Indeed already, the ECOWAS Community Parliament and Community Court of Justice have been re-organised to enable the legislative and judicial wings of the two institutions respectively concentrate on their core competencies and be more efficient. Similarly, the ECOWAS Bank For Investment and Development (EBID) has also been re-structured and is already mobilising additional funds to support our priority integration programmes.

In the particular case of the ECOWAS Executive Secretariat, it became a Commission effective January 1<sup>st</sup> 2007 with a President, Vice President and seven (7) Commissioners covering more focused and manageable sectoral areas.

The ECOWAS Commission has its agenda clearly set out in at least three priority challenges spelled out by the ECOWAS Authority of Heads of State and Government and articulated in the acceptance speech of the new Chairman of ECOWAS, President Blaise Compaore of Burkina Faso:

- Poverty reduction
- Development of basic infrastructure
- Trade negotiation capacity building to enable the participation of ECOWAS and that of Africa as a whole.

These three priority challenges will continue to be dictated by the need to promote and consolidate human security architecture in West Africa.

In all these challenges, the ECOWAS Summit of January 2007 in Ouagadougou recognised with gratitude the support to our development partners and it is our hope that we can continue to count on your commitment to our development agenda. This brings me to ECOWAS/Sahel and West Africa Club/OECD relations, my third source of optimism for the future.

### **ECOWAS-Sahel and West Africa Club/OECD Collaboration**

The Club's 2006 Progress Report describes their efforts in the four areas of interest for the region and for the international community: (i) Medium-and Long- Term Development Perspectives; (ii) Rural Transformation and Sustainable Development; (iii) Local Development and the Process of Regional Integration; and (iv) Governance, Conflict Dynamics, Peace and Security. These areas of concentration correspond to the concerns for the region's future set out in the New Partnership for Africa's Development (NEPAD) the Vision of the African Union, and most notably, in the partnership framework recently signed last November (2006) between the SWAC and ECOWAS.

Over the past couple of years, ECOWAS has been rationalizing and deepening its relations with partners to mobilise the appropriate human and material resources as well as best practices with a view to helping drive our integration and development.



The Sahel and West Africa Club has actively participated in this process, helping the existing and thriving ECOWAS/Development Partners Coordination mechanism. More specifically, the ECOWAS/Sahel and West Africa Club partnership has significantly evolved since discussions began in 2004. With the signing of the SWAC-ECOWAS partnership framework, the SWAC has undertaken very significant reviews of critical sectors of prime importance to ECOWAS and underpinning human security in West Africa, including South-South Cooperation with Asia in aquaculture development, cotton trade policy, understanding intra and extra-regional migration, food security and most recently medium to long-term strategic thinking for ECOWAS as it begins its new existence as a Commission.

Within our partnership context, ECOWAS and the SWAC have identified five areas of cooperation. In addition to the joint initiatives in each of the four above-mentioned areas, several joint communication and information initiatives are being promoted.

Let me just briefly highlight some recent advances in these areas:

### **Medium- and Long-term Development Perspectives**

As from the beginning of 2007, ECOWAS and the Club will co-produce an Annual Report on West Africa which will be comprised of three parts: (1) the first part will contain an analytical review of the region and the evolution of the economic, socio-cultural, political, institutional conditions; (2) the second part will compile a synthesis of the debates, decisions and actions on key issues related to medium-and-long-term development of the region; and (3) the third part will assemble independent contributions on issues of interest for the region's future. The African Development Bank (AfDB), UEMOA and other partners will be invited to participate in the drafting of this Report.

In addition, ECOWAS and the Club have agreed to launch a joint internet site on West Africa with a focus on regional integration which will regroup all regional and international data and information on the region, and serve as a public information tool which will evolve and adapt with the region.

This year the SWAC will organise an information workshop on NEPAD at OECD Headquarters to share the regional strategies, action plans, implementation process and financing mechanism of various field-level initiatives and their impact on development in the region. This workshop should help clarify NEPAD's objectives and *modus operandi* and assist development partners in identifying opportunities for coherent policies, programmes and partnerships.

In terms of private sector development, ECOWAS and the SWAC will work more closely together this year in areas of strategic importance for region, such as the private sector's role in the management of depleting natural resources like fisheries; access to energy and water resources and their relationship to climate change; and the promotion of investments for development, especially through South-South cooperation. South-South cooperation has become a major stake as regards sub-regional investment as we have seen with the rise of China. ECOWAS governments, through the implementation of NEPAD, have seen how a dynamic and competitive private sector is essential in order to stimulate economic growth, increase revenues and create the environment for investment.

### **Local Development and the Process of Regional Integration**

The Club has been assisting ECOWAS in addressing the key challenge of developing the cross border concept. In 2007 the two institutions will launch two complementary processes aimed at ensuring a more effective mainstreaming of cross-border cooperation in the overall ECOWAS integration strategy.

Re-organising the cross-border cooperation work within ECOWAS aims to position this programme within the framework of ECOWAS' operational projects. ECOWAS indeed implements a large number of programmes which are, in fact, cross-border programmes but which do not fully integrate this aspect. The objective is to be able to focus on some border areas as regards the actions and results of these projects (share border posts, transhumance corridors, health monitoring, shared management of socio-economic infrastructure, community radio<sup>12</sup>, etc.) while developing direct dialogue with local actors.

Preparing and holding the First Europe-Africa Conference on Cross-border Cooperation which will take place in Accra in June 2007. This Conference will be co-organised by ECOWAS, the SWAC and the AEBR. It will be an important step in building a political foundation and implementing financial and legal tools of cross-border cooperation in West Africa.

Another flagship project in the ECOWAS collaboration is the **Atlas on Regional Integration**, which has received some well-deserved financing. The SWAC and ECOWAS have worked closely together to produce the first chapter on transportation and telecommunications. During the first semester of 2006, the work on the Vulnerable Sahelian zones, migration, cotton, shared water basins, populations, languages and health chapters has been carried out by the SWAC and should be available during the year, after validation by ECOWAS.

The Regional Atlas will continue to be a critical tool for ECOWAS member countries in guiding our reflections on the question of medium- and long-term development perspectives.

### **Regional Agricultural Policy**

Over the medium-and long-term, SWAC/ECOWAS joint strategic thinking will be based on the main issue of building and strengthening a West African regional market, as well as the impact of emerging countries (in particular, China and India) on Agricultural and Trade Policies. Strategic thinking will also continue to be carried out in other areas of interest for the region such as the implementation of ECOWAP and the ECOWAS Common External Tariff (CET) as well as agricultural biotechnology policies and their impact on agricultural development in the region.

Within the framework of the Food Crisis Prevention Network (FCPN), the SWAC and ECOWAS in association with the CILSS, UEMOA and ROPPA will carry out further strategic thinking on the prevention and sustainable management of food crises in the Sahel and West Africa. Furthermore, the SWAC and ECOWAS will work on a strategy to ensure sustainable food security in West Africa based on the CILSS mechanism and in reference to the objectives set out in the ECOWAP framework.

Finally, medium- and long-term perspectives on Rural Transformation and Sustainable Development while strengthening the regional market will be an increasingly important area of joint work in 2007 and beyond.

### **Peace, Conflict Prevention and Democracy Programmes**

The Club has also shown keen interest in support of our peace and democracy programmes and our cooperation in this area has deepened. Concerning the Supplementary Protocol on Democracy and Good Governance, joint Action Plans concerning its ratification and implementation were developed by a joint working group chaired by ECOWAS at a meeting on 3 and 4 March 2005. This joint initiative has helped raise awareness through dissemination and advocacy in support of the ratification, appropriation and implementation of the Supplementary Protocol on Democracy and Good Governance.

---

12 An experience is underway in the Sikasso – Bobo Dioulasso zone with support by the MDP.

This year, the Club and ECOWAS will jointly organise a second Forum for Political Parties, Civil Society and the Media as a follow-up to the very successful event the SWAC held the year before. It is gratifying to note that the West African sub-region is gradually turning the corner with regard to violent conflicts. Both Sierra Leone and Liberia are currently in post-conflict peace-building phases, the latter having elected the first African woman President who is making great strides despite a very difficult political transition. With the lessons learned in these countries, ECOWAS has enhanced its capacity for early response, as amply demonstrated by its reaction to, and continued engagement in a number of member States.

## **Conclusion**

At the inception of ECOWAS, our goal was to promote regional economic cooperation, growth and development. We never anticipated that so much energy and as many resources would be invested in political issues of peace, security, democracy and good governance. Of course, today we clearly see the inextricable linkages between human security and economic development, especially in making the link between good governance and much needed private investments for the future. As we improve upon and consolidate our democratic governance systems, there is a need to re-focus on the economic imperatives of sustainable growth – as some of the worst performing nations are located in West Africa and it remains one of the poorest regions in the world. Our efforts at promoting regional trade, monetary harmonisation policies, and regional infrastructures of roads, telecommunications, energy, and information technology should be consolidated and the processes are underway. The Club's Regional Atlas and other strategic analysis tools are essential in this area. In addition, the forthcoming Economic Partnership Agreement between the European Union and West Africa holds great promise for revitalising the trade-development relationship with the EU while helping to tear down external and intra-regional trade barriers. Nevertheless, it will be important to ensure that the steps towards liberalising ECOWAS markets are made progressively and that the gains are shared in ways that foster sustainable economic development and regional integration.

I would like to close this presentation by commending the distinguished President and Director together with their capable staff at the Sahel and West Africa Club, for their continued commitment in working alongside ECOWAS in its mission to advance regional integration, democracy, good governance, economic prosperity and human security for all West Africans. Indeed, the presence of the Director of the Club at the December 2006 ECOWAS Ministerial meetings and the January 2007 Summit in Ouagadougou, is further testimony of this thriving partnership which we cherish and are hopeful it will continue to flourish in the years to come.

I thank you for your kind attention.

## ANNEXE 4 : INTERVENTION DE NORMAND LAUZON, DIRECTEUR DU CSAO

---

*Monsieur le Secrétaire Exécutif de la CEDEAO,  
Mesdames, Messieurs, les Représentants du Gouvernement allemand,  
Monsieur le Président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest,  
Chers collègues et amis,*

Gutten Tag !

Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue et de vous remercier très sincèrement d'avoir répondu favorablement à notre invitation pour cette réunion à Berlin, en Allemagne qui comme l'a rappelé notre président, a pris la présidence de l'Europe en janvier et du G8. A mon tour, je remercie très sincèrement le gouvernement allemand et toute l'équipe de la GTZ de nous avoir permis de tenir notre réunion du GOP dans leurs locaux à Berlin.

J'en profite également pour faire un clin d'œil à notre ex-Directrice adjointe, Mme Sunhilt Schumacher, qui vient tout juste de quitter l'équipe du Club pour prendre une retraite active bien méritée. Je voudrais également remercier très sincèrement le Président du Club, M. Charles Goerens qui, depuis un an, a apporté un soutien sans relâche au Club dans ses efforts de mobilisation de ressources notamment. Nous pouvons lui rendre hommage et espérons que 2007 nous permettra de faire la récolte de ce que nous avons semé au cours de l'année achevée.

Je voudrais juste faire quelques points pour vous présenter les grandes lignes de notre Rapport d'avancement 2006 que nous vous avons fait parvenir début janvier afin que vous puissiez vous en imprégner et lancer le débat que nous poursuivrons au cours de la journée sur les perspectives du Club :

### **1. Présentation des grandes lignes du Rapport d'avancement 2006**

Commençons par la forme :

- Comme vous avez pu le constater, notre Rapport cette année est assez volumineux. Compte tenu de la richesse des chantiers entrepris en 2006, nous avons pris le parti de vous les présenter en insistant particulièrement sur les impacts et les perspectives pour les années à venir.
- En effet, en 2006, nous avons attaché une importance particulière à l'impact de nos travaux au niveau de la région de même qu'auprès des partenaires au développement comme recommandé par les membres du GOP l'année dernière. Chaque Unité a retenu plusieurs critères d'impact, dont certains propres à son mode de fonctionnement ainsi qu'à la nature de ses activités ; et d'autres relatifs à la complémentarité entre les diverses Unités au sein du Club ; l'objectif étant d'arriver à l'avenir à une plus grande homogénéité dans la mesure des impacts.
- Nous avons également pris la mesure des deux revues/évaluations que le Canada et l'Allemagne ont réalisés ces derniers mois. Afin de mieux prendre en compte les remarques et recommandations faites à ces occasions, nous avons décidé de les présenter sous une forme matricielle dans un document, annexé au présent Rapport, de même que les recommandations et remarques faites à l'issue de la dernière réunion du GOP en novembre 2005.
- Enfin, pour plus de clarté, nous avons adjoint cette année un avant-propos qui permettra à ceux qui seraient découragés par le volume du document, d'avoir une vision synthétique de son contenu et de comprendre sans trop d'effort notre approche.

- Voilà ce que nous pouvons dire brièvement sur la forme du document. Nous restons évidemment ouverts à tous commentaires pour l'améliorer encore l'année prochaine.

Venons-en au contenu :

Le Rapport d'avancement est organisé autour de plusieurs grandes parties :

1. Une introduction qui récapitule les grandes lignes d'action commune du Club en matière de partenariat, de communication et de mobilisation des ressources.
2. La présentation des chantiers des quatre pôles de travail :
  - Perspectives de développement à moyen et long terme.
  - Transformation du Monde rural et Développement durable.
  - Développement local et Processus d'intégration régionale.
  - Gouvernance, Dynamique des Conflits, Paix et Sécurité.
3. Une synthèse de la situation financière.

Je voudrais organiser ma présentation sous quatre rubriques :

- Un bref rappel des principaux éléments de l'Avant-propos (une présentation hors texte).
- Une brève synthèse de l'Introduction (une présentation hors texte).
- Un rappel des principaux chantiers réalisés par chacune des Unités et les principaux résultats prévus et atteints, y inclus au niveau des partenariats et de la communication (voir texte ci-dessous).
- Un bref résumé de la situation financière 2006 et 2007 du Club, celle-ci devant faire l'objet d'un examen plus en détail demain matin (une présentation hors texte).

## **Au niveau des Perspectives de développement à moyen et long terme**

---

Permettez-moi tout d'abord de vous présenter –pour ceux qui ne le connaîtraient pas- le nouveau chef de cette Unité, M. Raymond Weber, qui était jusqu'à récemment, Directeur général de Lux-Coopération, l'Agence de développement luxembourgeoise. C'est pour nous une grande joie d'accueillir Raymond au Club, qui va venir renforcer les capacités de l'équipe en matière de réflexion prospective et celles du Club plus généralement.

Pour en revenir à son Unité, composée de Mme Sara Minard, qui est parmi nous et M. Christophe Perret, deux jeunes économistes, sa vocation est d'apporter des éléments de réponse à des questions ayant un intérêt vital pour la région dont : « Où et comment vivront les quelque 430 millions d'habitants en Afrique de l'Ouest en 2020 ? » « Quel avenir pour les jeunes ? ». La recherche de réponses à ces questions charnières se trouve dans la formulation de questions stratégiques transversales aux trois autres Unités.

Pour n'en citer que quelques-unes :

*Quels outils politiques et sociaux ouest-africains peuvent renforcer le processus de paix et de sécurité dans la région ? Comment mieux anticiper et mieux adresser les dynamiques de peuplement notamment la croissance de l'urbanisation et la mobilité des populations ? Comment rompre avec les crises alimentaires conjoncturelles récurrentes auxquelles la région fait face depuis les grandes sécheresses des années 70 ? Comment améliorer l'adéquation des systèmes d'éducation avec les besoins. Comment créer des emplois, améliorer la productivité, réduire la pauvreté ? Quel rôle respectif doit être envisagé et reflété dans la réalité pour le secteur public et le secteur privé ?*

Cette année, l'Unité a engagé des chantiers sur les Perspectives de l'aquaculture durable et la cohérence des politiques de la pêche, dans le cadre des activités avec le secteur privé et la coopération sud sud. Elle a commencé à travailler sur la rédaction d'un Rapport annuel conjoint CSAO/CEDEAO sur les Perspectives de développement à moyen et long terme de la région.

Dans le cadre de ces différents chantiers qui vont se poursuivre en 2007, l'Unité a renforcé des partenariats avec des organisations comme la FAO, la DCD de l'OCDE et les acteurs du secteur privé de la région mais également asiatiques dans le cadre de la coopération sud sud.

(D'autres précisions à apporter, notamment sur la création d'un Site Internet avec la CEDEAO sur l'Afrique de l'Ouest, ancré à Abuja ; etc.)

## **Au niveau de l'Unité Transformation du Monde Rural et Développement durable**

---

L'Unité s'est vue renforcée en 2006 avec l'arrivée d'un nouveau chef, M. Jean Zoundi, qui était jusque là chargé de recherche à l'Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles du Burkina Faso et de Mme Khadidja Salah dont le poste est financé par une contribution spécifique de la Suisse. Par ailleurs, afin de mieux refléter la complexité et la complémentarité des analyses, l'Unité Transformation de l'Agriculture et Développement durable a été renommée « Transformation du Monde rural et Développement durable ».

En 2006, les chantiers de l'Unité se sont essentiellement articulés autour des défis liés à la sécurité alimentaire et à la lutte contre la pauvreté, à la transformation du monde rural, aux politiques agricoles et commerciales en relation avec le renforcement du marché régional.

Dans le domaine de la Sécurité alimentaire, l'Unité a axé ses actions autour de la question stratégique suivante : *Comment parvenir à la sécurité alimentaire durable et rompre avec les crises alimentaires conjoncturelles récurrentes auxquelles la région fait face depuis les années 70 ?*

L'Unité a entrepris trois chantiers majeurs dans ce cadre :

- La relance avec le CILSS du Réseau de Prévention des Crises alimentaires à travers la mise en place d'un suivi des recommandations. Cela s'est traduit par un réinvestissement plus accru du Club sur cette question de sécurité alimentaire.
- La réalisation d'un site web indépendant du RPCA sur la sécurité alimentaire.
- La production périodique d'une Note d'information sur la Sécurité alimentaire pour faciliter la prise de décision et de l'action.

Le deuxième axe porte sur les Politiques agricoles et commerciales visant le renforcement du marché régional autour de la question : *quelles politiques mettre en œuvre pour la réalisation du premier OMD, à savoir la lutte contre la faim et la pauvreté ? Et comment renforcer le marché régional à travers une meilleure cohérence des politiques agricoles en vue de permettre à la région de tirer profit des transformations structurelles de l'économie régionale et internationale ?*

L'Unité a réalisé un certain nombre d'études en partenariat avec les différents acteurs de la région sur :

- L'Avenir de l'élevage au Sahel et en Afrique de l'Ouest dans le cadre la mise en place de l'ECOWAP, la politique agricole de la CEDEAO.
- L'impact des politiques agricoles, de coopération alimentaire et commerciale sur la sécurité alimentaire avec le ROPPA dans le cadre de son Forum sur la Souveraineté alimentaire.
- L'analyse des politiques et réformes foncières.
- l'Aquaculture et la gestion durable des ressources halieutiques.

Face aux défis en matière de sécurité alimentaire, de croissance démographique et de développement économique, le Club a engagé une réflexion sur la Transformation du Monde rural à l'horizon 2025. Cette réflexion couvre plusieurs thèmes, accorde une priorité à la question centrale du devenir des jeunes ruraux et la transformation des sociétés rurales.

## **Au niveau de l'Unité Développement local et Processus d'intégration régional**

---

Les deux chantiers phares de cette Unité en 2006 sont l'Atlas régional de l'intégration régionale et les projets pilotes en matière de coopération transfrontalière. Les acquis de ces activités confirment le principe selon lequel lorsqu'une idée nouvelle est formulée en Afrique, il devient aisé de nouer des partenariats africains pour accompagner son développement.

Du réseau WABI au PIT aujourd'hui adopté par la CEDEAO, la coopération transfrontalière est aujourd'hui une idée qui a fait son chemin pour arriver jusqu'au bureau du Président de la Commission de l'Union Africaine. Ces développements doivent nous conduire cette année à l'organisation d'une Première Conférence Afrique-Europe sur la coopération transfrontalière en mai avec le soutien de l'Union européenne.

Concernant l'Atlas, avec l'appui de toutes les forces vives à l'intérieur comme à l'extérieur du Club, et la contribution de la CEDEAO, l'Unité a pu réaliser un certain nombre de chapitres en 2006, notamment ceux sur la zone sahélienne fragile, le coton, les migrations, les bassins fluviaux transfrontaliers, les langues, l'Afrique et la Chine, le pétrole et le gaz. D'autres thèmes seront abordés dans les mois à venir comme le riz, l'électricité, les villes, le tourisme, les organisations régionales, les grandes entreprises.

L'exemple de l'Atlas sur les migrations souligne la véritable nature de l'exercice. Il doit permettre le renforcement des capacités de formulation des politiques régionales. C'est dans ce cadre, que la CEDEAO et le CSAO ont décidé de constituer un groupe d'experts pour travailler sur la question des migrations visant à aider les pays de l'Afrique de l'Ouest à se doter d'une approche commune sur la question.

## **Au niveau de l'Unité Gouvernance, Dynamique des Conflits, Paix et Sécurité**

---

Les chantiers de l'Unité en 2006 ont été marqués par un ancrage sur le terrain à travers l'organisation de plusieurs ateliers réunissant des acteurs variés des 18 pays de la région ; la constitution de réseaux sur la Prévention et la gestion des conflits ; la coordination de Groupes de femmes et de jeunes.

Trois questions, trois domaines de travail et trois types d'action peuvent résumer son implication.

- *Quelles sont les dynamiques de transformation en œuvre et les défis auxquels l'Afrique de l'Ouest est confrontée en matière de gouvernance et de démocratie, de prévention et de résolution des conflits, de paix et de sécurité ?*
- *Quelles sont les actions à réaliser en appui aux acteurs dans leur diversité ?*
- *Quels sont les partenariats à développer dans ce cadre ?*

A la demande de la CEDEAO, de la société civile et des acteurs institutionnels, l'Unité a développé des actions conjointes dans les domaines de la :

- Gouvernance et démocratie, par la ratification, la dissémination et la mise en œuvre du Protocole additionnel sur la Démocratie et la Bonne gouvernance de la CEDEAO, la réalisation d'un cadre régionale de dialogue politique, de la valorisation des capacités et mécanismes endogènes de gouvernance.
- Prévention et résolution des conflits, de concert avec la CEDEAO, le groupe régional des Femmes et le WANSED.
- Réforme du secteur de la sécurité, et la promotion de la sécurité humaine, notamment dans le développement d'une approche régionale en matière de DDR et de construction d'une paix durable.

Concrètement, cela a contribué au :

- Renforcement et valorisation des connaissances à travers l'organisation d'ateliers réunissant des acteurs divers des 18 pays de la région et dans le cadre des réseaux dans lesquels le CSAO est impliqué. Une contribution substantielle a été réalisée en 2006 en matière de dynamiques de sortie de crise, d'état des lieux des DDR, la sécurité humaine, la situation des jeunes et des femmes et leur implication dans la démocratie, la prévention et la résolution des conflits.
- Décloisonnement des acteurs et développement du dialogue au niveau régional mais également avec les partenaires au développement.
- Synergie dans l'action et développement de partenariat : dans ces différents chantiers, le CSAO s'est attelé à favoriser la synergie dans l'action et le développement de partenariats fonctionnels entre autres avec le WANSED, le Groupe des femmes, la Coordination des jeunes et divers institutions régionales et internationales. Avec la CEDEAO, un partenariat stratégique s'est développé et consolidé. Il sera renforcé en 2007 à travers la mise en œuvre de chantiers communs développés à sa demande.

## **2. Que peut-on dégager de ces différentes activités ?**

- ✓ La complémentarité entre les différents chantiers et domaines d'intervention des Unités.
- ✓ L'ancrage régional incontestable qui nous permet de travailler en partenariat avec diverses institutions régionales et internationales sur le terrain, et jouer pleinement notre rôle de facilitateur entre les pays de la région et les partenaires au développement.
- ✓ L'importance accordée à l'impact de nos chantiers. Il ne s'agit pas de nous faire plaisir mais de répondre –autant que faire se peut- de manière percutante, en bousculant les idées reçues, en nourrissant la réflexion, en donnant la voix aux acteurs de la région, en facilitant les échanges et le dialogue au niveau de la région.
- ✓ Je peux vous assurer que toute l'équipe du CSAO à son modeste niveau travaille avec détermination à la construction d'une région stable et prospère.

J'aimerais également que nous puissions au cours de cette journée aborder la question stratégique des perspectives du Club qui vient de fêter ses trente ans. Dans le courant de l'année, nous allons achever notre cycle de programmation 2004-2007 et devoir en engager un nouveau. Nous souhaiterions recueillir votre avis sur cette prochaine programmation. Certains pays ont suggéré une programmation quinquennale. Nous pensons en effet, qu'elle permettrait d'inscrire les chantiers du Club dans la durée et de mieux appréhender les impacts sur la région.

Danke Sehr !!



## **A**NNEXE 5 : LISTE FINALE DES PARTICIPANTS

---

### **GROUPE D'ORIENTATION DES POLITIQUES DU CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST**

**Berlin (Allemagne), 25-26 janvier 2007**

#### **President**

##### **Mr. Charles GOERENS**

President of the Sahel and West Africa Club  
Mathgeshof/Schieren  
9184 Luxembourg  
Luxembourg

Tel: +352 81 21 28  
Fax: +352 81 64 18  
E-mail: [cgoerens@chd.lu](mailto:cgoerens@chd.lu)

#### **Austria/Autriche**

##### **Mr. Hermann SPIRIK**

Head of the Department for Programming and  
Planning  
Federal Ministry for Foreign Affairs  
Minoritenplatz 9  
1014 Vienna

Tel: +43 5 01150 44 82  
Fax: +43 5 01159 44 82  
E-mail: [hermann.spirik@bmaa.gv.at](mailto:hermann.spirik@bmaa.gv.at)

#### **Belgium/Belgique**

##### **Ms. Micheline DOFFAGNE**

Conseiller de la Coopération internationale  
Chef de service  
Programmes gouvernementaux Afrique de l'Ouest  
Service public fédéral; Affaires étrangères, Commerce  
extérieur et Coopération au développement  
Rue Brederode 6  
1000 Bruxelles

Tel: +32 2 519 08 88  
Fax: +32 2 519 05 52  
E-mail: [micheline.doffagne@diplobel.fed.be](mailto:micheline.doffagne@diplobel.fed.be)

#### **Canada/Canada**

##### **M. Carol VOYER**

Directeur  
Planification stratégique et gestion des opérations  
Agence canadienne de développement international  
200 Promenade du Portage  
K1A 0G4 Gatineau, Québec

Tel: +1 819 997 6119  
Fax: +1 819 953 58 34  
E-mail: [carol\\_voyer@acdi-cida.gc.ca](mailto:carol_voyer@acdi-cida.gc.ca)

##### **M. Guy MERCIER**

Analyste principal  
Afrique de l'Ouest et du Centre  
Direction générale de l'Afrique  
Agence canadienne de développement international  
200 Promenade du Portage  
K1A 0G4 Gatineau, Québec

Tel: +1 819 994 41 55  
Fax: +1 819 953 58 34  
E-mail: [guy\\_mercier@acdi-cida.gc.ca](mailto:guy_mercier@acdi-cida.gc.ca)

## **France/France**

### **M. Jean-Marc PRADELLE**

Chef du Bureau des questions multilatérales  
Sous-direction de la stratégie, des questions  
européennes et multilatérales  
Ministère des Affaires Etrangères  
20, rue Monsieur  
75700 Paris 07 SP

Tel: +33 1 53 69 42 24  
Fax: +33 1 53 69 41 02  
E-mail: [jean-marc.pradelle@diplomatie.gouv.fr](mailto:jean-marc.pradelle@diplomatie.gouv.fr)

## **Germany/Allemagne**

### **Ambassador Dr. Matei I. HOFFMANN**

Permanent Delegation of Germany to the OECD  
9, rue Maspéro  
75116 Paris

Tel: +33 1 55 74 57 01  
Fax: +33 1 55 74 57 40  
E-mail: [l-vz1-oecd@pari.auswaertiges-amt.de](mailto:l-vz1-oecd@pari.auswaertiges-amt.de)

### **M. Karl FLITTNER**

Sous-directeur, Chef de la division Afrique de l'Ouest  
et Afrique Centrale  
Ministère fédéral des Affaires étrangères  
Werderscher Markt 1  
10117 Berlin

Tel: +49 30 50 00 22 68  
Fax: +49 30 50 00 522 68  
E-mail: [321-RL@diplo.de](mailto:321-RL@diplo.de)

### **Dr. Michael HOFMANN**

Abteilungsleiter  
Bundesministerium für wirtschaftliche  
Zusammenarbeit und Entwicklung  
Stresemannstraße 94  
10963 Berlin

Tel: +49 1888 535 2800  
Fax: +49 1888 10 535 2800  
E-mail: [michael.hofmann@bmz.bund.de](mailto:michael.hofmann@bmz.bund.de)

### **M. Peter KRAHL**

Referent für Regionale Organisationen – West Afrika  
Bundesministerium für wirtschaftliche  
Zusammenarbeit und Entwicklung  
Adenauerallee 139-141  
53113 Bonn

Tel: +49 228 535 35 58  
E-mail: [peter.krahl@bmz.bund.de](mailto:peter.krahl@bmz.bund.de)

### **Dr. Peter PIECK**

Chargé de pays : Burkina, Niger, Côte d'Ivoire  
Afrique de l'Ouest-régional  
Deutsche Gesellschaft für Technische  
Zusammenarbeit (GTZ)  
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn

Tel: +49 61 96 79 15 04  
Fax: +49 61 96 79 71 77  
E-mail: [peter.pieck@gtz.de](mailto:peter.pieck@gtz.de)

### **Dr. Jochen SALOW**

Directeur régional - Sahel et Afrique de l'Ouest 1  
Deutsche Gesellschaft für Technische  
Zusammenarbeit (GTZ)  
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn

Tel: +49 61 96 79 15 01  
Fax: +49 61 96 79 71 77  
E-mail: [jochen.salow@gtz.de](mailto:jochen.salow@gtz.de)

### **M. Jochen SUCHANTKE**

Section Afrique de l'Ouest et Centrale  
Deutscher Entwicklungsdienst (DED)  
Tulpenfeld 7  
53113 Bonn

Tel: +49 228 24 34 277  
Fax: +49 228 24 34 242  
E-mail: [jochen.suchantke@ded.de](mailto:jochen.suchantke@ded.de)

**Mr. Lutz SACKNIESS**

Senior Project Manager  
InWent - Capacity Building International  
Wielinger Str. 52  
82340 Feldafing

Tel: +49 8157 938 105  
Fax: +49 8157 938 777  
E-mail: [lutz.sackniess@inwent.org](mailto:lutz.sackniess@inwent.org)

**Mr. Bruno SCHOEN**

Regional Manager - West Africa  
KfW - Bankengruppe  
Palmengartenstr. 5-9  
60325 Frankfurt

Tel: +49 69 7431 2310  
Fax: +49 69 7431 3748  
E-mail: [bruno.schoen@kfw.de](mailto:bruno.schoen@kfw.de)

**Luxembourg/Luxembourg****M. Georges TERNES**

Secrétaire de Légation  
Service Contrôle de Qualité  
Ministère des Affaires étrangères  
6, rue de la Congrégation  
1352 Luxembourg

Tel: +352 478 83 69  
Fax: +352 46 38 42  
E-mail: [georges.ternes@mae.etat.lu](mailto:georges.ternes@mae.etat.lu)

**Netherlands/Pays-Bas****Mr. Paul LITJENS**

Head of Office  
Horn of Africa & West Africa  
Sub-saharan Africa Department (DAF)  
Ministry of Foreign Affairs  
Bezuidenhoutseweg 67  
B.P. 20061  
2500 EB La Haye

Tel: +31 70 34 85 202  
Fax: +31 70 34 86 607  
E-mail: [pjm.litjens@minbuza.nl](mailto:pjm.litjens@minbuza.nl)

**Ms. Corinne ABBAS**

Policy Officer  
Horn of Africa & West Africa  
Sub-saharan Africa Department (DAF)  
Ministry of Foreign Affairs  
Bezuidenhoutseweg 67  
B.P. 20061  
2500 EB The Hague

Tel: +31 70 34 86 741  
Fax: +31 70 34 86 607  
Email: [ch.abbas@minbuza.nl](mailto:ch.abbas@minbuza.nl)

**Southern Partners - Partenaires du Sud****Burkina Faso/Burkina Faso****M. Denis OUEDREAOGO**

Ministre Conseiller  
Ambassade du Burkina Faso  
Karolingerplatz 10/11  
14056 Berlin

Tel: +49 30 30 10 59 90  
Fax: +49 30 30 10 599 20  
E-mail: [embassy\\_burkina\\_faso@t-online.de](mailto:embassy_burkina_faso@t-online.de)

**Côte d'Ivoire/Côte d'Ivoire****M. Gangone Alphonse KOUÉ BI**

Ministre Conseiller  
Ambassade de la Côte d'Ivoire  
Schinkelstr. 10  
14193 Berlin

Tel: +49 30 89 06 96 0  
Fax: +49 30 89 06 96 206

### **Liberia/Libéria**

#### **M. Jachim F. MEIER**

Honorkonsul  
Consulate of the Republic of Liberia  
Pücklerstr. 8  
14195 Berlin

Tel: +49 30 841 09 007  
Fax : +49 30 841 09 008  
E-mail: [liberia@jfmb Berlin.de](mailto:liberia@jfmb Berlin.de)

### **Mali/Mali**

#### **Mme Fatoumata Siré DIAKITE**

Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la  
République du Mali  
Kurfürstendamm 72  
10709 Berlin

Tel: +49 30 31 99 88 3  
Fax: +49 30 31 99 88 48  
E-mail: [fatousd@hotmail.com](mailto:fatousd@hotmail.com)

### **Senegal/Sénégal**

#### **M. Abdoul Aziz NDIAYE**

Ministre Conseiller  
Ambassade du Sénégal  
Dessauer Str. 28 / 29  
10963 Berlin

Tel: +49 30 856 21 90  
E-mail: [azizdoi@yahoo.fr](mailto:azizdoi@yahoo.fr)

### **Togo/Togo**

#### **M. Aléky B. BADJILI**

Ministre conseiller  
Ambassade du Togo  
Grabbeallee 43  
13156 Berlin

Tel: +49 30 49 90 89 68  
Fax: +49 30 49 90 89 67  
E-mail: [botschafttogo@web.de](mailto:botschafttogo@web.de)

### **ECOWAS/CEDEAO**

#### **Mr. William KANYIRIGE**

Director of Executive Secretary's office  
ECOWAS/CEDEAO  
60 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District  
P.M.B. 401 Abuja - Nigeria

Tel: +234 9 314 76 42  
Fax: +234 9 314 30 05  
E-mail: [awinador@ecowas.int](mailto:awinador@ecowas.int)  
[awinador@yahoo.com](mailto:awinador@yahoo.com)

### **CILSS/CILSS**

#### **M. Musa Saihou MBENGA**

Secrétaire Exécutif - CILSS  
03 B.P. 7049 Ouagadougou  
Burkina Faso

Tel: +226 50 37 4125  
Fax: +226 50 37 4132  
E-mail: [musa.mbenga@cilss.bf](mailto:musa.mbenga@cilss.bf)

### **ROPPIA/ROPPIA**

#### **M. Mamadou CISSOKHO**

Président d'honneur  
ASPRODEB  
B.P. 3801 Sénégal

Tel: +221 824 38 51  
Fax: +221 825 56 65  
E-mail: [asprodeb@asprodeb.org](mailto:asprodeb@asprodeb.org)

## OECD - OCDE

**Mr. Heino VON MEYER**

Head of Centre  
OECD Berlin Office  
Schumannstr. 10  
10117 Berlin-Mitte

Tel: +49 30 28 88 353  
Fax: +49 30 28 88 35 45  
E-mail: [heino.vonmeyer@oecd.org](mailto:heino.vonmeyer@oecd.org)

**Mr. Matthias RUMPF**

Media and Public Affairs Officer  
OECD Berlin Office  
Schumannstr. 10  
10117 Berlin-Mitte

Tel: +49 30 28 88 35 41  
Fax: +49 30 28 88 35 45  
E-mail: [matthias.rumpf@oecd.org](mailto:matthias.rumpf@oecd.org)

### **Sahel and West Africa Club (SWAC) - Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO)**

**Mr. Normand LAUZON**

Director

Tel: +33 1 45 24 90 13  
E-mail: [normand.lauzon@oecd.org](mailto:normand.lauzon@oecd.org)

**Mr. Laurent BOSSARD**

Deputy Director, Head of Unit - Local Development  
and the Process of Regional Integration

Tel: +33 1 45 24 78 55  
E-mail: [laurent.bossard@oecd.org](mailto:laurent.bossard@oecd.org)

**Mr. Massaër DIALLO**

Head of Unit  
Governance, Conflict Dynamics, Peace and Security

Tel: +33 1 45 24 96 28  
E-mail: [massaer.diallo@oecd.org](mailto:massaer.diallo@oecd.org)

**Mr. Raymond WEBER**

Head of Unit  
Medium and Long-Term Development Perspectives

Tel: +33 1 45 24 89 59  
E-mail: [raymond.weber@oecd.org](mailto:raymond.weber@oecd.org)

**Mr. Jean Sibiri ZOUNDI**

Head of Unit  
Rural Transformation and Sustainable Development

Tel: +33 1 45 24 19 82  
E-mail: [jeansibiri.zoundi@oecd.org](mailto:jeansibiri.zoundi@oecd.org)

**Mrs. Lindy MULLER**

Administrative officer

Tel: +33 1 45 24 87 34  
E-mail: [lindy.muller@oecd.org](mailto:lindy.muller@oecd.org)

**Ms. Sara MINARD**

Socio-Economist  
Medium and Long-Term Development Perspectives

Tel: +33 1 45 24 84 83  
E-mail: [sara.minard@oecd.org](mailto:sara.minard@oecd.org)

**Mme Gwénola POSSÉMÉ-RAGEAU**

Institutional Relations officer

Tel: +33 1 45 24 95 80  
E-mail: [gwenola.posseme-rageau@oecd.org](mailto:gwenola.posseme-rageau@oecd.org)

**Ms. Leslie DIAMOND**

Translation Officer

Tel: +33 1 45 24 82 79  
E-mail: [leslie.diamond@oecd.org](mailto:leslie.diamond@oecd.org)

**Mr. Franck IGUE**

Communications & Media Officer

Tel: +33 1 45 24 84 85  
E-mail: [franck.igue@oecd.org](mailto:franck.igue@oecd.org)

**Ms. Anne HAMILTON**

Assistant to the Directors

Tel: +33 1 45 24 89 87  
E-mail: [anne.hamilton@oecd.org](mailto:anne.hamilton@oecd.org)

**Ms. Julia WANJIRU**

Webmaster and IT Co-ordinator

Tel: +33 1 45 24 92 42  
E-mail: [julia.wanjiru@oecd.org](mailto:julia.wanjiru@oecd.org)

\* \* \* \* \*

**Mme Sunhilt SCHUMACHER**

Consultant

Tel: +49 69 68 09 99 42  
E-mail: [sunhilt.schumacher@t-online.de](mailto:sunhilt.schumacher@t-online.de)

## Media - Médias

---

**M. Hervé TCHEUMELEU**

Herausgeber  
Lo'Nam Verlag  
Gipsstr. 22  
10119 Berlin

Tel: +49 30 97 89 55 36

Fax: +49 30 960 89 997

E-mail: [info@lonam.de](mailto:info@lonam.de)

**M. Sophie GRENERY**

Programme francophone  
Deutsche Welle Radio  
Schiffbauerdamm 40  
10117 Berlin

Tel: +49 30 46 46 84 73

E-mail: [sophie.grenery@dw-world.de](mailto:sophie.grenery@dw-world.de)